

SOUTENIR

Le magazine du Commissariat des armées N°31 Avril - Juin 2025



Immersion

Au sein du soutien opérationnel au profit d'une brigade d'engagement d'urgence

Rencontre

Du prêt-à-porter, à l'habit militaire : rencontre avec l'unique modéliste au sein des Armées

**Les grandes toques
DE L'ARMÉE FRANÇAISE
*brillent outre-Atlantique***

Protéger, notre mission commune

Devenir expert en prévoyance ne s'improvise pas.
C'est notre vocation depuis plus de 70 ans.

Notre mission ? Vous offrir, à vous et à votre famille,
une protection complète face aux aléas de la vie, en tout temps,
en tout lieu et en toute circonstance.

Allianz Vie

Société anonyme au capital de 681.879.255 € - 340 234 962 RCS Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - 1 cours Michelet - CS 30051 -
92076 Paris La Défense Cedex



Pour mieux nous
connaître ou
prendre contact
avec un conseiller,
flashez-moi !

Édito



Le commissaire général
hors classe Olivier Marcotte
Directeur central du SCA

Comme je vous l'annonçais dans le numéro précédent, l'activité du soutien Commissariat ne devrait pas faiblir en 2025. Depuis l'élection présidentielle américaine, les États européens ont pris conscience de l'impérieuse nécessité de renforcer leurs capacités de défense, ce qui devrait se traduire au niveau national par l'attribution de moyens supplémentaires aux armées françaises. Cette nouvelle donne stratégique et politique impose au Service de se préparer à l'hypothèse d'un engagement majeur.

C'est le cap fixé par le chef d'état-major des armées dans ses orientations stratégiques pour le SCA qui ont guidé le travail de préparation de la nouvelle feuille de route 2025 – 2030. Cette feuille de route engage le Service dans une triple transition d'emploi, technologique et humaine, pour le préparer à la haute intensité au plus tôt, réaliser toute la LPM à coût maîtrisé, simplifier l'accès aux fonctions de soutien, développer de nouvelles libertés d'action pour le commandement et mieux soutenir la vie en garnison et les familles. Je sais pouvoir compter sur vous pour porter cette ambition dans vos fonctions respectives. Enfin, cette feuille de route est différenciée pour répondre plus étroitement aux besoins de chacune des armées ; l'immersion au sein de la 27^e brigade d'infanterie de montagne illustre parfaitement cette adaptation au plus près des forces.

Cette feuille de route qui fera prochainement l'objet d'une diffusion très large, a été nourrie par les enseignements que j'ai pu tirer des différentes visites effectuées au cours du premier trimestre.

Je suis allé à votre rencontre à Marseille, à Toulon, à Cherbourg, à Belfort avec le CEMA, à Mourmelon, à Nancy ou encore à Metz : les formations soutenues ont à chaque fois salué la qualité du soutien commissariat. Ce satisfecit est le résultat de votre travail et de votre engagement au quotidien. Ces déplacements m'ont aussi permis de prendre toute la mesure des difficultés auxquelles vous êtes confrontés, avec un seuil critique atteint en termes de ressources humaines notamment.

Pour compléter mes réflexions sur ce que peut être un soutien à grande échelle, je me suis également rendu aux États-Unis afin de mieux comprendre l'organisation et le fonctionnement du soutien logistique apporté aux armées américaines. Un article de ce numéro est consacré à ce déplacement au cours duquel j'ai eu l'opportunité de m'entretenir avec plusieurs autorités de très haut niveau. Malgré d'évidentes différences en termes de structures et moyens, j'ai pu constater que les armées françaises et américaines sont souvent confrontées à des problématiques similaires.

Présent à Fort Gregg-Adams au moment de la 49^e édition du *Joint Culinary Training Exercise* (JCTE), concours culinaire militaire de renommée internationale, j'ai pu encourager les cuisiniers français engagés dans la compétition. Les derniers vainqueurs du Trident d'Or (Julien du GSC Brest-Lorient et le premier-maître Yannick d'ALFOT) ont démontré le savoir-faire de nos cuisiniers et ont remporté le prix de la meilleure équipe internationale. À travers eux, c'est l'ensemble du soutien commissariat qui est mis à l'honneur !



**Je sais pouvoir
compter sur vous
pour porter cette
ambition dans vos
fonctions respectives.**



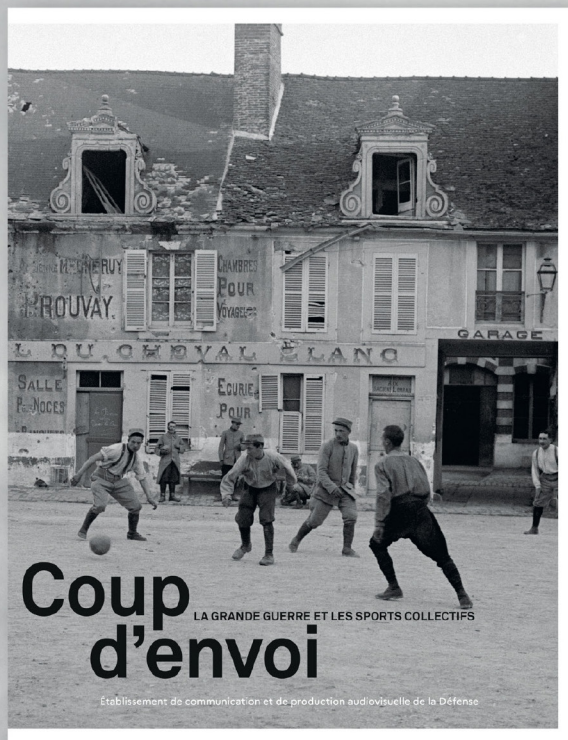
RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

ecpa ▶ d

I M A G E S
D É F E N S E

Coup d'envoi LA GRANDE GUERRE ET LES SPORTS COLLECTIFS



Cet ouvrage rassemble pour la première fois une collection unique de photographies témoignant de l'importance de la pratique sportive avant, pendant et juste après la Première Guerre mondiale. Entre deux montées en ligne ou dans les cantonnements, les soldats, pour se distraire et oublier les horreurs des combats, se mettent à taper dans un ballon. Une rivalité débute entre le football, le rugby et les sports introduits par les soldats américains, comme le base-ball ou le basket-ball. Et le ballon rond triomphe, chez les hommes, mais aussi – bouleversement sociétal – chez les femmes, qui rejoignent les terrains pour s'émanciper.

132 pages – 92 photographies

Format : 18,5 x 24 cm – Couverture souple

Prix : 18 € TTC



Disponible à l'achat ici

SOMMAIRE

06 | FLASH-BACK

08 | VU SUR LES RÉSEAUX

10 | RETOUR SUR L'INFO

16 | CARTE

Engagement opérationnel du Service

18 | SCA OPS

Dans les camps de Champagne
des combattants du soutien au service
du soutien des combattants

24 | ÉVÈNEMENT

Les grandes toques de l'armée française
brillent outre-Atlantique

32 | HISTOIRE

Nourrir au front

38 | RETOUR SUR...

Visite officielle du directeur central
aux États-Unis

40 | IMMERSION

Au sein du soutien opérationnel
au profit d'une brigade d'engagement d'urgence

50 | LE SCAVIEZ-VOUS

Cessions de biens : les missions insoupçonnées
du bureau Administration Générale, le “ notaire ”
du ministère

54 | RENCONTRE

Du prêt-à-porter, à l'habit militaire : rencontre
avec l'unique modéliste au sein des Armées

Suivez le Commissariat des armées sur internet : <https://www.defense.gouv.fr/commissariat>

 **YOUTUBE**
Commissariat des armées

 **TWITTER**
@SCArmees

 **INSTAGRAM**
@Commissariatdesarmees

 **LINKEDIN**
Commissariat des armées



FLASH-BACK

16 janvier 2025.

À l'occasion du point presse hebdomadaire du ministère des Armées, le commissaire en chef de 2^e classe Nicolas, affecté au centre interarmées du soutien Equipements Commissariat (CIEC), et la Section technique de l'armée de Terre, ont présenté le nouveau treillis bariolage multi-environnement (BME), de sa conception à sa distribution aux trois armées et aux services interarmées. La mise au point technique de ce camouflage de nouvelle génération a été permise grâce aux experts et ingénieurs textiles du CIEC.




MINISTÈRE
DES ARMÉES
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Point presse du ministère des Armées

VU SUR LES RÉSEAUX





 304

 2

 2



commissariatdesarmees Le directeur central du service du commissariat des armées, le CRGHC Olivier Marcotte, s'est rendu au groupement de soutien Commissariat (GSC) de Belfort vendredi 14 février pour une visite de commandement, accompagné du général d'armée Thierry Burkhard, chef d'état-major des Armées (CEMA).





Armée

Les rations militaires produites en Anjou

19/20

Pays de la Loire

 **Ministère des Armées** ✓
@Armees_Gouv



Habillement des militaires | Entretien avec le général Olivier Marcotte, directeur central du commissariat des armées (@SCArmees), qui revient sur la procédure d'attribution des marchés au sein d'@Armees_Gouv.

Le point 



Habillement des militaires : un nouveau marché pour un éq...



Le nouveau *treillis bariolage multi-environnement (BME)* arrive dans les unités : un camouflage à la pointe conçu par les experts du SCA et de la STAT



La nature des conflits et les divers terrains sur lesquels sont engagées les forces armées françaises imposent une continuelle adaptation de leur équipement. Dans le cadre de la modernisation des équipements, le centre interarmées du soutien Équipement Commissariat (CIEC) du service du commissariat des armées (SCA) a conçu et mis au point, en étroite collaboration avec la section technique de l'armée de Terre (STAT), le nouveau bariolage du treillis français : le bariolage multi-environnement (BME).

Efficacité, praticité, identité

Ce nouveau treillis, symbole du savoir-faire français, « *se caractérise par l'alternance de grandes et de petites taches brisées atténuées par des dégradés* » précise le chef d'escadrons Stéphane. « *La multiplication des contrastes donne du relief à l'image. Par exemple, le blanc apporte de la profondeur, comme le reflet du soleil sur une feuille dans la lisière. L'augmentation du nombre de couleurs et de dégradés facilite la dissimulation dans un plus grand nombre d'environnements.* » Les objectifs sont multiples. Sur le plan tactique : soustraire le soldat français aux vues de l'ennemi et « retarder sa détection ». Sur le plan logistique : un treillis unique, contre trois auparavant, qui véhicule un identitaire français très fort.

Transformer un concept en réalité

Plus de 1 250 heures de dessins par un expert camouflage et plus de 60 versions numériques ont été nécessaires pour établir le projet du futur bariolage. Une mise au point technique, permise par les experts et ingénieurs textiles qui œuvrent au



sein du SCA. S'en est suivie la « *commande de 3,5 millions de mètres linéaires de tissu auprès de trois industriels : deux sociétés françaises et une société belge appartenant à la base industrielle de soutien Défense* », précise le commissaire en chef de 2^e classe Nicolas, chef de la division habillement du CIEC. Un tissu, qui offre « *une résistance au feu notable* », réceptionné et vérifié étroitement par les experts du CIEC au laboratoire du Commissariat des armées (LABOCA) d'Angers afin de s'assurer qu'il dispose bien des capacités techniques prescrites dans le cahier des charges.

20 000 tenues commandées, 11 000 déjà expédiées

À ce jour, 20 000 tenues ont été commandées, 11 000 ont été expédiées, 6 000 ont été livrées à l'armée de Terre. La première phase du déploiement des tenues de combat en bariolage multi-environnement (BME) a concerné l'équipement du 5^e régiment de dragons (5^e RD) et de ses soutiens de proximité (SCA, DIRISI, antenne médicale...). Une perception sous forme de chaîne d'habillement effectuée par le pôle de Mailly-Châtres du groupement de soutien Commissariat de Mourmelon, à partir des équipements reçus de l'Établissement logistique du Commissariat des Armées (ELOCA) de Châtres. Les autres unités de l'armée de Terre et les différentes armées sont également concernées puisque les premières unités de commandos parachutistes de l'air, et celles de fusiliers marins et commandos ont été dotées de la tenue BME à partir de mars 2025. Un calendrier de distribution respecté, établi par le SCA en étroite coordination avec les états-majors d'armées.

Base industrielle de soutien Défense : le directeur central du SCA à la rencontre des fournisseurs du ministère



Avec près de 100 000 actes d'achat effectués chaque année, le Commissariat des armées est un acteur majeur de la fonction achats du ministère des Armées et le premier financeur des petites et moyennes entreprises (PME). Si les relations sont très suivies et entretenues au niveau local, le directeur central du SCA met un point d'honneur à rencontrer et échanger avec les principaux fournisseurs du ministère. Après s'être déplacé chez TDV Industries, entreprise située à Laval (Mayenne) attributaire pour 50% des quantités du marché de fabrication du tissu bariolé multi-environnement, le directeur central s'est rendu courant janvier chez l'entreprise « Charlemagne », mandataire du GMES Défense Bureau (marché ministériel de fournitures de bureau). « *Nos relations avec le SCA et la PFC Sud sont excellentes, exigeantes et professionnelles* » a déclaré M. Rouard, son directeur. « *Le contrat passé entre le SCA et Charlemagne est la traduction complète et forte que les PME peuvent avoir une place au sein des acheteurs et du marché du ministère des Armées. Nous sommes, nous aussi, au soutien des armées* ».

Des visites et des échanges qui permettent au directeur central du SCA de renforcer les liens du Service avec ses principaux fournisseurs, et de mettre l'accent sur l'importance des PME pour délivrer un soutien au plus près des unités.



Le SCA *fièrement* *représenté* à la finale du concours Gargantua de la restauration collective



La finale de la 19^e édition du concours de la restauration collective s'est tenue fin janvier au salon Salon International de la Restauration, de l'Hôtellerie et de l'Alimentation (SIRHA) de Lyon. En lice : le cercle Broglie du groupement de soutien Commissariat (GSC) de Strasbourg-Haguenau-Colmar, qui représentait le Commissariat des armées. Au menu : un plat et un dessert, respectivement à 2,50 € et 1 €. Objectif : séduire le jury dans l'assiette, en réalisant le plat en moins d'1h45 et le dessert en moins d'1h. Un concours pour lequel la notion d'antigaspillage alimentaire (loi EGALIM) et la saisonnalité occupent une place importante, où la technique et la présentation comptent pour plus de 60% de la note. Maîtrise des techniques propres à la restauration collective, gestion des budgets (coût par convive), gestion des stocks, application des bonnes pratiques d'hygiène et de sécurité propres au secteur, créativité dans les recettes et dans les présentations... autant de critères de sélection au concours qui mettent en évidence les pratiques d'excellence des chefs de restauration collective, ceux qui, malgré les grandes quantités confectionnées, malgré le timing serré du service et les contraintes du milieu dans lequel ils exercent, s'évertuent à donner le meilleur dans l'assiette. Les deux candidats du GSC du Cercle Broglie ont fièrement représenté le Commissariat des armées et la filière restauration du ministère des Armées !

S'entraîner à la haute intensité



La situation géostratégique actuelle impose que le ministère des Armées puisse disposer rapidement d'un outil de production de rations de combat en pleine capacité. À ce titre et afin d'éprouver la capacité opérationnelle de la nouvelle chaîne de conditionnement des rations de combat, l'Établissement logistique du Commissariat (ELoCA) d'Angers a conduit l'exercice de production intensive PRODEX.

Les objectifs de ce « stress test » sont multiples et s'inscrivent

dans la préparation du Commissariat des armées à l'hypothèse d'engagement majeur :

- concevoir sereinement une organisation adaptée à l'objectif fixé ;
- anticiper les contraintes humaines, techniques et logistiques nécessaires à l'atteinte de l'objectif ;
- mettre en place et éprouver rapidement plusieurs organisations humaines et techniques, en réaction aux faits techniques impactant l'objectif.

Ainsi, sur deux semaines d'exercice réalisé courant décembre 2024, près de 120 000 rations de combat ont été conditionnées, soit une hausse de plus de 20% de la capacité ordinaire. « *L'ELoCA d'Angers est au centre des opérations, tous les jours. Cet exercice a démontré que nous étions en mesure de répondre aux exigences du contrat opérationnel* », a déclaré le directeur central du SCA à l'issue de l'exercice. Des résultats positifs et concluants qui permettent d'initier la phase d'optimisation de la nouvelle chaîne de conditionnement, dernière séquence de la modernisation de la chaîne initiée en 2022.

Visite conjointe du chef d'état-major des Armées et du directeur central du SCA au GSC de Belfort

Honneurs rendus, la visite a débuté par un temps d'échanges avec les personnels du groupement de soutien commissariat (GSC) de Belfort, au cœur de la caserne Friederichs. S'en est suivie une présentation du GSC par le chef du GSC de Belfort, le commissaire principal David, qui a notamment mis en lumière les particularités et spécificités du GSC. Le chef d'état-major des armées et le directeur central du SCA ont ensuite visité les infrastructures de cette unité de soutien opérationnel.

Un fonctionnement qui prône la proximité

Le modèle de Commissariat d'emploi est à Belfort en totale synergie avec les forces présentes dans la région. La qualité du soutien déployé pour les forces demeure dans un souci permanent de s'adapter et innover. Pour délivrer un soutien dans, avec et pour les armées, au plus près des forces, un tiers de l'effectif du GSC est intégré au 1^{er} régiment d'artillerie (RA), tandis qu'un autre tiers l'est au 35^e régiment d'infanterie (RI).



Une matinée riche en échanges, dont le maître-mot fut la proximité, illustrée aussi bien à travers les échanges avec les personnels du et son avenir dans un écosystème opérationnel.

De Châtres à Vancouver, le SCA représenté aux Invictus Games



Les drapeaux bleu-blanc-rouge en bord de terrain et la Marseillaise raisonnant dans les enceintes sportives rappelaient l'ambiance des Jeux olympiques et paralympiques. À plus de 7 000 km de Paris, à Vancouver au Canada, 23 nations se sont affrontées au cours des Invictus Games, compétition internationale réunissant soldats et vétérans de guerre blessés. Parmi elles : la France, fièrement représentée par 19 athlètes issus des forces armées et de la Gendarmerie nationale. Parmi ces athlètes, Bernard, affecté à l'établissement logistique du Commissariat des armées (ELoCA) de Châtres, représentait le service du commissariat des armées.

Bernard a servi pendant 23 ans dans l'armée de Terre. Après des missions au Kosovo, Bosnie, Côte d'Ivoire, Tchad, Afghanistan et Liban, il est blessé à la suite d'un tir de roquette sur son véhicule au cours d'une opération au Mali. Il quitte alors le statut militaire et décide de servir dans les forces armées en tant que civil. Le sport occupe une place importante dans sa reconstruction, comme une sorte de médicament pour panser ses blessures. « *Le sport permet de se vider la tête. Quand vous subissez un stress post-traumatique, votre cerveau se transforme en ordinateur. Vous calculez tout, tout le temps, vous ne connaissez jamais le repos. Le seul moment où il s'accorde une pause, c'est pendant le sport. L'activité physique vous fait vous sentir libre* », témoigne Bernard.

Si Bernard est allé aux Invictus Games sans se mettre la pression, il repart avec plusieurs médailles autour du cou, dont notamment une en or en rugby fauteuil après avoir battu les États-Unis et le Royaume-Uni. De quoi le rendre fier. « *Quand*

on est militaire, on est sportif. Quand on est sportif, on est compétiteur. Et quand on a servi son pays pendant plus de 20 ans, on a la France marquée sur notre dos pour toujours. Elle coule dans nos veines. Cette médaille, elle n'est pas reconnue dans le sport civil mais, pour nous blessés, c'est une médaille qui vaut celle de Teddy Riner ».

Après sept jours de compétition durant lesquels plus de 530 militaires issus de 23 nations différentes se sont affrontées, la 7^e édition des Invictus Games s'est achevée le 16 février dernier. Une édition qui restera dans l'histoire comme la première à intégrer des sports d'hiver, avec l'ajout du ski alpin, du ski nordique, du snowboard, du skeleton et du curling, en complément des disciplines traditionnelles, comme la natation ou le basket-fauteuil. Une édition durant laquelle la délégation tricolore a brillé : 15 médailles, 4 en or, 4 en argent et 7 en bronze, glanées dans des disciplines variées comme le rameur, la natation, le biathlon ou encore le ski nordique. Avec un exploit : l'or en rugby fauteuil, la première victoire de l'équipe France en sport collectif.



Mayotte : soutenir la population



Plus de trois mois après le passage du cyclone Chido, les armées françaises continuent de porter secours et assistance à la population locale. Plus de 280 tonnes de vivres (rations de combat, eau, denrées) ont été mises à disposition par le service du commissariat des armées, acheminées avec le concours des moyens de l'armée de l'Air et de l'Espace et de la Marine nationale, et réceptionnées par la DICOM-GS La Réunion-Mayotte afin d'être distribuées à la population. Plus

de 100 000 rations de combat individuelles réchauffables (RCIR) ont ainsi été cédées et distribuées grâce à un acheminement de stocks depuis les Établissements logistiques du Commissariat des armées (ELoCA) de Brétigny et de Marseille. Afin d'assurer un soutien sanitaire, plus de 4 000 kits hygiènes ont été acheminés depuis la métropole et délivrés sur place. Le déploiement d'un détachement SCA sur la base aérienne 181 a par ailleurs permis la mise en œuvre d'un hub logistique et humain conséquent. La DICOM-GS a ainsi joué un rôle prépondérant dans l'accompagnement de la population, en contribuant notamment à l'évacuation temporaire de ressortissants vers l'hexagone.

Outre le soutien urgent délivré à la population mahoraise, le SCA a mis en œuvre un important dispositif de soutien des forces armées dans la zone sud de l'Océan Indien (FAZSOI), engagées en collaboration avec les services de l'Etat pour répondre à l'urgence humanitaire de l'île et soutenir l'effort de restauration des infrastructures. Trois modules 150, coordonnés par un détachement modulaire du commissariat, ont été déployés, permettant ainsi d'héberger plus de 3 000 personnes et de délivrer plus de 9 000 repas depuis le début de manœuvre.

Le CIEC de nouveau présent au SIGEM 2025 pour présenter l'équipement du combattant aux élèves-officiers

Pour l'édition 2025 du séminaire interarmées des grandes écoles militaires (SIGEM), le Commissariat des armées était une fois de plus représenté par le centre interarmées du soutien Equipements Commissariat (CIEC) pour présenter les articles d'habillement, les effets de protection balistique ainsi que les vivres opérationnels. C'est sur le plateau de Satory à Versailles le jeudi 20 mars 2025, qu'une équipe d'experts du CIEC ont rencontré des élèves-officiers pour leur présenter les équipements exposés. « *Nous sommes là pour montrer ce que fait le SCA et en particulier le CIEC au profit du combattant* », explique Vincent, expert au CIEC. Les 44 élèves commissaires de la promotion 2024 se sont également rendus sur le stand : « *C'est l'occasion pour eux de rencontrer leurs camarades officiers des armes, ingénieurs ou encore médecins, avec qui ils seront amenés à travailler dans le futur. Le séminaire leur permet de s'accoutumer aux enjeux du ministère*



et de découvrir ce que le SCA fait au profit des armées », confie le CR1 Jokin, commandant de la promotion.

Salon de l'Agriculture

Le SCA acteur d'une alimentation de qualité, durable et locale



40 millions de repas sont délivrés chaque année. 346 restaurants du Service sont répartis en métropole et outre-mer. En somme, le Commissariat des armées est le 5^e organisme de restauration collective en France. Une place que le Service a fièrement représentée à l'occasion de l'édition 2025 du Salon International de l'Agriculture courant février.

Depuis 3 ans, le groupement de soutien Commissariat (GSC) de Verdun oriente une partie de ses achats de denrées au profit d'agriculteurs de la Meuse (éleveurs, producteurs laitiers, fromagers et producteurs de fruits et légumes) grâce à la plateforme Agrilocal. Cette association, créée en 2013, vise à mettre en relation acheteurs et fournisseurs de la restauration collective en vue de favoriser la consommation de produits locaux et de qualité dans les cantines françaises. 55 000 euros, c'est l'investissement du GSC de Verdun dans l'achat de denrées auprès de producteurs de la Meuse en 2024. Un engagement salué par les élus du département de la Meuse qui a accueilli sur son stand et le temps d'une journée le GSC de Verdun.

À l'occasion de la 6^e édition des Trophées Nationaux Acheteurs et Fournisseurs Agrilocal, le GSC s'est fait remettre un trophée Agrilocal dans la catégorie « Autres restaurants collectifs ». « *Je vous fais part de ma grande fierté d'aider le monde rural et de ma satisfaction à contribuer au développement d'initiatives locales et soutenir le tissu*

économique meusien », a déclaré le chef du GSC de Verdun devant l'assemblée constituée d'élus locaux, de la presse et des acheteurs et fournisseurs du réseau Agrilocal. Le directeur central du SCA, le CRGHC Olivier Marcotte, était également présent aux côtés du GSC de Verdun et a rappelé l'importance de l'action du Commissariat des armées dans la fonction restauration : il ne s'agit pas uniquement de nourrir les forces armées, mais d'offrir des repas de qualité par ailleurs mondialement reconnus au sein des forces armées étrangères. Après le bronze en 2022, l'argent en 2023 et l'or en 2024, le GSC de Verdun a renouvelé son engagement avec la signature d'une nouvelle convention Agrilocal le 19 mars 2025.

En parallèle, Bleu-Blanc-Cœur (label garantissant une démarche agricole et alimentaire durable) a accueilli sur son stand le Commissariat des armées et l'Économat des armées afin d'échanger autour de la thématique « *L'alimentation des forces armées : entre engagement nutritionnel et contraintes opérationnelles* ». Chacun leur tour et à côté d'une animation culinaire, ils ont été interrogés sur l'organisation de la restauration dans les armées, les grands défis d'une alimentation durable, l'intégration de la loi EGALIM dans l'approvisionnement alimentaire, l'engagement de l'Économat des armées aux côtés de Bleu-Blanc-Cœur mais encore les engagements futurs des deux parties dans une alimentation plus durable et de qualité pour les forces françaises.





Au sein de la Task Force Cèdre, le commissaire en chef de 1^{re} classe Xavier occupe le poste de conseiller juridique opérationnel (*legal-advisor* - LEGAD). Sa mission ? Veiller à la compréhension juridique et la bonne articulation quotidienne, notamment entre la FINUL et le *Renovated and Enhanced Mechanism* (REM), créé dans l'annonce de cessation des hostilités du 26 novembre. « *Il s'agissait tout d'abord de définir la nature du REM et son articulation avec la FINUL* », explique le CRC1 Xavier, « *la réponse à cette interrogation conduisait naturellement à celle de son autorité pour traiter les violations alléguées de la cessation des hostilités et de la définition de leur nature au regard des engagements des parties* ». Le LEGAD est co-localisé avec les conseillers politiques (POLAD) et deux diplomates du ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE). Un travail quotidien a été engagé avec eux. Pour garantir le respect du cessez-le-feu, « *des réunions « pentalatérales » sont organisées à intervalles réguliers afin de présenter aux parties israéliennes, libanaises et à la FINUL les plans des opérations à mener. Pour cadrer les efforts de chacun, le REM a établi une procédure rigoureuse* ». Le mécanisme de supervision de la cessation des hostilités étant désormais pleinement opérationnel, la mise en œuvre de l'accord du 26 novembre se traduit par des avancées concrètes : plus d'une centaine d'opérations de démantèlement d'armement ont été conduites par les forces armées libanaises.



Liban



Emirats arabes unis



Pour soutenir au plus près les unités du 5^e régiment de cuirassiers (5^e RC) participant à l'exercice AL KOOT au Qatar, un détachement du groupement de soutien Commissariat des forces françaises stationnées aux Emirats Arabes Unis (FFEAU) a été déployé sur le

terrain. Ce détachement logistique, composé d'un renfort électro-mécanicien frigoriste (EMF) de la direction du commissariat à Djibouti (DICOM FFDj) et d'un spécialiste gestion des approvisionnements (GAP), a assuré la distribution de 1 200 rations et 7 200 litres d'eau nécessaires au soutien des troupes et le déploiement d'une unité de traitement de linge en campagne (UTLC). Outre le soutien logistique, le GSC FFEAU a également renforcé la partie J1 (effectifs) de l'exercice, afin d'assurer un suivi de l'ensemble des forces françaises engagées dans cet exercice de coopération entre les forces françaises et les forces armées du Qatar, au profit de la stabilité régionale.

Après le déploiement d'un élément tracté de réchauffage et de cuisson (ETRAC) et d'une remorque douche lors de l'exercice EL HIMEIMAT 2024, le GSC, en soutenant l'exercice AL KOOT, finalise le déploiement de l'ensemble de son module 150, s'inscrivant ainsi dans l'objectif d'un soutien opérationnel au plus près des forces armées.

AUX QUATRE COINS DU MONDE, les organismes du SCA répondent à l'objectif d'engagement opérationnel du service



À la suite du puissant séisme qui a frappé le Vanuatu en décembre 2024, les forces armées en Nouvelle-Calédonie (FANC) ont été mobilisées pour apporter leur soutien à la population, en lien avec les autorités locales et nos partenaires australien et néo-zélandais. Intégrée aux FANC, la DICOM-GSC Nouvelle-Calédonie a soutenu les opérations des forces armées françaises en aide à la population vanuataise : livraison et distribution de plusieurs dizaines de tonnes de vivres alimentaires (rations de combat individuelles réchauffables et eau) au profit de la population locale, armement d'une cellule EVAC INFO au Vanuatu afin de faciliter le rapatriement des ressortissants français, acheminement et déploiement de matériel de vie en campagne afin de monter un camp de toile sur l'aéroport Port Vila pour y héberger une partie des renforts des FANC contribuant aux opérations de secours et d'assistance à la population... la DICOM a démontré une logistique réactive et agile, permise notamment grâce à la passation d'achats urgents, les multiples acheminements de fret et de personnel et la



la mise en alerte des moyens de soutien de l'homme, facilitant la manœuvre d'ensemble et la prise de décisions.

À bord du porte-avions Charles de Gaulle, le commissaire de 2^e classe (CR2) Pauline s'assure que les opérations conduites dans le cadre de la mission Clemenceau 25 respectent les principes du droit international tout en fournissant un appui au commandement quant aux particularités du droit de la mer et des espaces aériens des zones dans lequel le groupe aéronaval (GAN) n'a parfois jamais opéré. Entre les briefings quotidiens au commandement et les réunions de planification, elle garde contact avec les bureaux juridiques, les relations internationales de la Marine nationale et les contrôleurs opérationnels pour avoir une vision précise sur certains aspects juridiques ainsi qu'avec les commissaires des escorteurs et les missions de défense pour la partie soutien.

« La position que j'occupe au sein de l'état-major du GAN est à ce jour le seul poste embarqué pour un LEGAD d'ancrage Marine, c'est donc une opportunité passionnante pour un jeune commissaire ! ».

À bord, le CR2 Pauline est également en charge du cadre financier de la mission, elle contribue aux demandes d'escales, aux passages dans les points stratégiques comme le canal de Suez et effectue les demandes d'attribution de régimes de solde spécifiques : *« C'est le rôle classique d'un commissaire sur un bâtiment mais là, je centralise et je coordonne les besoins à l'échelle du GAN ».*

Dans les camps de Champagne

DES COMBATTANTS DU SOUTIEN

au service du soutien des combattants

Rédaction : SCA COM

Illustrations : Marion LOTTEGIER, ECPAD, GSC Nîmes-Laudun-Larzac

Dans le monde exigeant des forces armées, la réussite des missions repose sur plusieurs invariants. Au-delà de l'engagement des forces, la logistique occupe une place importante dans le succès des opérations. « *La guerre est subordonnée à cinq facteurs [...] Le cinquième, l'organisation [...] Par organisation, il faut entendre la discipline, la hiérarchie et la logistique. [...] La ligne qui sépare l'ordre du désordre se nomme la logistique* » déclare Sun Tzu dans *L'art de la guerre* au Ve siècle avant notre ère. Parmi les acteurs essentiels de cette chaîne, le groupement de soutien du Commissariat (GSC) de Mourmelon se distingue par son rôle indispensable, à la fois opérationnel et réactif. Ancré au cœur d'une zone militaire clé, il incarne l'effort logistique et humain qui permet aux forces de se projeter, de s'entraîner et de se déployer dans les meilleures conditions.

Au carrefour des commandements de nombreux organismes, le groupement de soutien Commissariat (GSC) opérant dans la zone des camps de Champagne joue un rôle clé dans la préparation et l'accompagnement des unités tout au long de leur cycle d'entraînement et de déploiement. Que ce soit par la mise à disposition de ressources matérielles et logistiques, l'organisation du ravitaillement, la gestion des infrastructures ou encore le soutien aux unités en manœuvre, aux exercices interarmes de l'armée de Terre, interarmées voire interalliés, le GSC de Mourmelon est un maillon incontournable de la chaîne de soutien opérationnel.

En plus de répondre aux besoins immédiats des unités stationnées ou en exercice, il concourt activement à la montée en compétences du personnel du Commissariat des armées en contribuant de manière particulièrement importante à leur formation et en garantissant un appui technique et

humain adapté aux exigences des missions. Dans un environnement où la réactivité et l'adaptabilité sont cruciales, le GSC de Mourmelon illustre parfaitement la mission opérationnelle du Commissariat des armées : délivrer un soutien efficace, constant et au plus près des forces armées.

Un soutien pour les forces armées et au plus près des unités

Le groupement de soutien Commissariat de Mourmelon assure le soutien courant des unités stationnées dans la Marne, l'Aube et l'Aisne, soit plus de 8 000 militaires et civils répartis en une quarantaine d'organismes. Pour ce faire, il s'organise autour d'une portion centrale stationnée à Mourmelon et de 4 pôles situés au plus près des unités à soutenir : Mourmelon, Suippes, Mailly-le-Camp et Sissonne.



Si les camps de Champagne sont réputés pour être une zone d'entraînement et de stationnement d'unités de l'armée de Terre, le soutien délivré par le GSC de Mourmelon ne se limite pas qu'à celles-ci et s'étend à un grand nombre d'organismes, dont :

- l'armée de l'Air et de l'Espace, présente sur le camp de Suippes par l'intermédiaire du champ de tir Air-Sol ainsi qu'à Vouziers – Séchault, ancienne base aérienne de l'OTAN, où stationne un détachement du 25^e RGA (régiment du génie de l'air) ;
- la Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information (DIRISI), avec le Centre interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information de Champagne ;
- le service d'infrastructure de la Défense avec ses régies

présentes sur les différentes garnisons et l'établissement du service d'infrastructure de la Défense de Châlons-en-Champagne ;

- le service de santé des armées par l'intermédiaire des antennes médicales du CMA 03 de Lille et les soutiens médicaux présents lors des manœuvres et exercices des unités présentes sur les différents camps ;
- le service de l'énergie opérationnelle ;
- le centre interarmées de coordination du soutien avec la base de défense de Mourmelon-Mailly.

En plus de soutenir les unités stationnées dans sa zone géographique, le GSC de Mourmelon délivre également un soutien aux activités opérationnelles, exercices et entraînements que celles-ci conduisent en dehors de leur zone de



stationnement. Le personnel du GSC est ainsi projeté avec les unités opérationnelles, en renfort du GSC local.

Les exercices opérationnels, le GSC les connaît bien. Qu'ils soient cycliques, ou ponctuels, de faible portée ou dimensionnant comme le fut ORION 23 ou la formation dispensée au profit des unités de notre partenaire ukrainien, le GSC délivre un soutien aux unités mobilisées. Que ce soit à Vouziers, à Mailly-le-Camp, Sissonne ou à Suippes, sa connaissance du terrain et son expertise des manœuvres en font un allié de taille pour l'état-major opérationnel du SCA dans la phase de planification afin de définir au mieux le soutien en fonction du besoin exprimé.

Un soutien avec les forces armées

La particularité du GSC de Mourmelon ? Il nourrit annuellement plus de manœuvrants que de permanents ! Afin d'être au rendez-vous des enjeux liés aux manœuvres opérationnelles des forces armées, le GSC de Mourmelon s'est doté en 2021 d'un bureau soutien exercices et manœuvres (BSEM) entièrement dédié au soutien des manœuvrants. Un pôle unique, conçu sur mesure pour répondre au mieux et au plus près aux besoins des forces.

Responsable du soutien sur l'ensemble des camps de Champagne, le BSEM est en charge de la conception du soutien

Formation de la brigade Anne de Kiyv : la démonstration d'un soutien hors-norme ancré dans la manœuvre des armées

La manœuvre du Commissariat des armées aux côtés de l'armée de Terre dans la formation de la brigade Anne de Kiyv du partenaire ukrainien, a combiné et intégré toutes les fonctions de soutien Commissariat : près de 2 000 Ukrainiens et plus de 1 500 militaires français à soutenir dans des domaines clés : la restauration, l'hébergement, le transport, l'équipement et la condition du personnel. Un soutien assuré par le GSC de Mourmelon. Pour nourrir l'ensemble de la force, en plus de l'activation des installations existantes, le GSC a créé ex nihilo un ordinaire de campagne sous tente, en mesure de nourrir jusqu'à 2 000 personnes. Trois éléments lourds de cuisson (ELC 500) et des matériels de restauration collective adaptés ont été déployés et mis en œuvre. Côté hébergement, toutes les capacités d'hébergement de la base de défense ont été mises à disposition par le 51^e RI pour accueillir la force partenaire, les interprètes et les instructeurs. Des capacités supplémentaires, en camp de toile, ont été acheminées et déployées par le GSC avec l'appui d'unités de l'armée de Terre afin de faire face au besoin et loger l'intégralité de la force. Pour assurer le soutien en équipements de la brigade, une chaîne habillement a été préparée par le GSC et opérée en lien avec l'armée de Terre, qui a engagé un GT LOG, aux ordres du 515^e RT (régiment du train). Pour les déplacements intra-sites, le GSC a mis à disposition plus d'une vingtaine de véhicules de la gamme commerciale et une quinzaine de cars. Une dizaine de cars supplémentaires issus de tous les GSC de la métropole ont également été engagés afin d'assurer les mouvements entre les aéroports et le camp où est stationnée la force partenaire. Une démonstration à grande échelle du soutien Commissariat délivré par le SCA et le GSC de Mourmelon, véritable partie prenante de la manœuvre des armées.

ORION 23 : Un soutien hors norme délivré par le GSC

L'exercice ORION 23, mené en 2023, était un entraînement militaire de grande envergure pour préparer les forces françaises à des combats de haute intensité. Le GSC de Mourmelon a joué un rôle clé en assurant le soutien logistique, notamment la restauration, la gestion des effectifs et l'approvisionnement

en matériel de campagne. La préparation a débuté plus de deux ans avant son lancement, avec une attention particulière portée à la montée en puissance des camps et à l'accroissement de la résilience des stocks logistiques afin de soutenir efficacement les militaires engagés dans l'exercice.

adapté à chaque exercice en fonction de différents paramètres, comme les effectifs ou le type d'implantation de l'exercice (camp bâti, bâtiment à aménager ou encore terrain libre avec des conditions de vie rustique). Il participe ainsi aux réunions de planification des exercices majeurs de l'armée de Terre, et tient un rôle de conseiller auprès des unités en charge de l'exercice : « *Le BSEM a un rôle de consultant, les besoins nous sont exprimés en effets à obtenir, et non en moyens. Les unités détaillent le nombre de personnel à nourrir, s'ils dormiront sous tente ou dans des structures existantes, comment ils mangeront, etc. Le BSEM leur fait ensuite une proposition avec les moyens adéquats* » nous explique le capitaine Ludovic, chef du BSEM.

Une fois la conception du soutien établie, le BSEM s'appuie sur le plot camps, son bras armé, pour la mise en place du matériel, de la chaise de campagne aux éléments tractés de réchauffage et de cuisson (ETRAC). Ce soutien inclut également la passation de différents marchés, pour l'apport d'eau ou le ramassage des déchets par exemple.

Si le plot logistique est en mesure de soutenir 1 500 personnes sur ses propres ressources, il peut également demander des compléments de ressources à l'état-major opérationnel du SCA pour les exercices de plus grande ampleur, tels que ORION 2023 ou WARFIGHTER 25, ou pour répondre à des besoins spécifiques. Le BSEM est en effet également en charge de définir et d'exprimer les besoins en renforts de personnels, que ce soit dans le domaine de la restauration, de la gestion des approvisionnement ou de la maintenance électro-mécanique frigoriste. Une manœuvre coopérative et de complémentarité suivie et orchestrée par l'EMO-SCA, qui illustre la grande chaîne de valeurs Commissariat. « *Le BSEM est un véritable hub* »

précise le capitaine Ludovic, « *cela requiert beaucoup de conduite et d'anticipation* ». Car en manœuvre comme sur un théâtre d'opérations, le terrain commande et les besoins évoluent. Et le soutien s'adapte.





**Le combattant du soutien
est avant tout combattant.
La condition est nécessaire à la réussite.**

Un soutien dans les forces armées

Le GSC de Mourmelon ne se contente pas d'apporter qu'un soutien expert sur le terrain, il en est également un acteur direct. Pour soutenir efficacement les forces opérationnelles, il faut comprendre les besoins de ces dernières et être en mesure d'être aussi opérationnel qu'elles. C'est la vocation du bureau de préparation et de soutien aux activités opérationnelles (BPSAO), en charge des domaines opérations et instructions au profit du GSC de Mourmelon, et plus largement de tout le SCA. Le BPSAO incarne l'aspect militaire constitutif de l'ADN du SCA. Il organise ainsi des formations pour tous niveaux tout au long de l'année. Parmi elles : la formation générale élémentaire (FGE), visant à certifier la militarité des militaires du rang de l'armée de terre affectés dans les organismes du SCA. Le but ? Permettre à ce personnel de renforcer sa condition militaire. *« Le combattant du soutien est avant tout combattant. L'enjeu de la formation est double. S'il est bien évidemment technique, car permettant au stagiaire de*

progresser dans sa carrière et permettant au SCA d'avoir dans ses rangs des militaires aguerris et possédant de nombreux atouts, savoir-faire et savoir-être, il est également humain car il permet de donner une identité au Service. La FGE à Mourmelon est aussi un moment de cohésion fort, qui contribue à rendre les militaires du rang fiers de servir au SCA » explique le capitaine Hakim, chef du BPSAO et pilote de la FGE. *« La FGE organisée par le GSC de Mourmelon est la seule formation de ce genre organisée par le SCA au niveau national, la norme étant de confier nos soldats aux régiments d'adossement de l'armée de Terre pour ces formations ».*

Outre la FGE, le BPSAO est également en charge de l'organisation de préparations opérationnelles individuelles (POI), qui attestent de l'aptitude d'un militaire à être projeté en opération, les instructions au tir, les entraînements physiques et sportifs et les préparations opérationnelles collectives. Parmi

LE BSEM en bref

En 2024, le soutien au profit des unités françaises et étrangères sur les différents espaces d'entraînement a représenté :

- Plus de 855 000 repas servis sur un total de 1 600 000 repas, soit un ratio de 1 244 personnes par jour durant 365 jours dans ses propres restaurants, en plus des repas servis aux unités permanentes de la BdD.
- Un soutien logistique permanent avec perceptions et réintégrations de matériels de vie en campagne assuré par le bureau soutien entraînement manœuvres ;
- Le maintien en condition, l'entretien et les réparations des certains matériels de vie en campagne par l'intermédiaire de son atelier chaud/froid ;
- 700 demandes de renforts à son profit tout en étant en mesure de fournir lui-même un des renforts vers d'autres GSC pour le soutien de ses propres régiments abonnés en manœuvre.

ces dernières : la préparation opérationnelle spécifique pour les détachements modulaires Commissariat sur le flanc Est de l'Europe. Innovante dans son organisation compte-tenu du volume de personnel engagé, elle réunit plus d'une cinquantaine de personnel du service du commissariat des armées.

Entre gestion de la formation de ses militaires, organisation des préparations opérationnelles et projection en opérations, le BPSAO est au carrefour de la vie opérationnelle du Service. « *Nous sommes ici au cœur du métier de militaire* » conclut le capitaine Hakim.

De la logistique aux infrastructures, en passant par la restauration, la gestion des matériels de vie en campagne et la formation des personnels, le rôle du GSC de Mourmelon est aussi varié que crucial. Année après année, l'activité du GSC est rythmée par les entraînements, exercices et manœuvres des unités, avec un objectif principal : délivrer un soutien



d'excellence au plus près des forces. Par son action quotidienne, il assure un soutien indispensable aux unités en garnison comme en exercice, garantissant ainsi leur bon fonctionnement et leur montée en puissance avant tout engagement. Mais au-delà des chiffres et des moyens déployés, c'est avant tout un engagement humain et collectif qui fait la force du GSC Mourmelon. Une capacité d'adaptation et une rigueur qui font du groupement de soutien Commissariat de Mourmelon un acteur essentiel et incontournable du soutien dans, avec et pour les armées.

Les grandes toques de l'armée française brillent outre-Atlantique

Rédaction : Marion LOTTEGIER

Illustrations : Marion LOTTEGIER, Bérénice DESPREZ

Au quotidien, ils exercent une mission reconnue de soutien interarmées et sont indispensables à la santé et au moral des forces. Plus qu'un repas, ils offrent une dose de réconfort et participent à un moment sacré de cohésion. S'ils ont rarement l'occasion de démontrer l'étendue de leurs talents dans les régiments, bâtiments de la Marine nationale ou en opérations extérieures, la preuve en a été faite outre-Atlantique, lors du concours culinaire militaire international de Fort Gregg Adams. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que nos cuisiniers ont brillé !



La 49^e édition du très célèbre *Joint Culinary Training Exercise* (JCTE) s'est déroulée du 03 au 07 mars 2025 sur la base américaine de Fort Gregg Adams, en Virginie. Ce concours culinaire international et interallié réunit

chaque année les meilleurs cuisiniers militaires des pays de l'OTAN autour de multiples épreuves culinaires. Une façon de mettre en lumière le lien qui unit les armées dans le domaine du soutien. « *It is great to see all the services*

and our coalition partners being reunited ; nothing we do on the battlefield is alone, we do it together¹ » a souligné la colonel Miller, commandant le Quatermaster Corps de l'US Army.

Cette année, la France était représentée par Julien et le premier-maître Yannick, respectivement cuisinier au mess Rolland Morillot du groupement de soutien Commissariat (GSC) de Brest et cuisinier de l'amiral commandant la force océanique stratégique et les forces sous-marines (ALFOST). Pour les épauler, les soutenir, les encourager et les assister, ils étaient accompagnés de leur coach Guillaume, cuisinier au groupement de soutien Commissariat (GSC) de Poitiers, du commissaire de 1^{re} classe Adrian, leur chef d'équipe, et d'Aline, leur manager. Une équipe France soutenue par le directeur central du service du commissariat des armées (SCA), le commissaire général hors-classe Olivier Marcotte, qui s'est rendu sur place pour attester de leur excellent niveau, accompagné de la directrice du centre interarmées du soutien Restauration-Loisirs (CIRL), la commissaire générale de 2^e classe Sylvie Pion.



***It is great to see all the services
and our coalition partners being
reunited ; nothing we do on the
battlefield is alone, we do it together.¹***

De Brest à Fort Gregg Adams, en passant par le Trident d'Or

Pour Julien et le premier-maître Yannick, tout a commencé à Lyon, le 28 mai 2024, lorsqu'ils ont remporté la finale du Trident d'Or et décrocher leur ticket pour représenter la France au concours culinaire militaire international de Fort Gregg Adams. Entre temps se sont écoulés des mois d'entraînements, des semaines de préparation...et des centaines de conseils du coach. « *Les conseils du coach ont été une véritable plus-value, il connaît bien le concours et*

¹ C'est formidable de voir tous les services et nos partenaires de coalition réunis ; rien de ce que nous faisons sur le champ de bataille n'est fait seul, nous le faisons ensemble.



ses attendus ; son expérience et son aide nous ont été très précieuses pour perfectionner notre technique et nourrir nos inspirations » confie le premier-maître Yannick.

Démonstrations, présentations de buffets, épreuves individuelles, performances en équipe, le tout devant un public encourageant les cuisiniers depuis des gradins comme on assiste à un match de football américain...Tout au long de la compétition, nos chefs se sont montrés particulièrement inspirés et créatifs, réinventant les recettes, retravaillant les produits et sublimant les plats pour épater le jury. Évoluant sous pression, ils ont préparé des plats sophistiqués en mesure de séduire des juges aux palais et attentes différents de ceux qu'ils connaissent, donnant le meilleur pour prouver que la gastronomie française est à la hauteur de sa réputation. Car lorsque les meilleurs chefs militaires du monde s'affrontent tout compte, du goût, à







l'esthétique, en passant par l'hygiène et la présentation. « *Il nous a fallu nous adapter à des critères différents de ceux de la France et de ceux en vigueur dans nos armées. Nous avons également dû nous adapter aux ingrédients, aux denrées et au matériel que nous avions à disposition, qui sont parfois très différents de ce que nous avons chez nous* » témoigne le premier-maître Yannick.

Carton plein pour l'Équipe France

Pour cette 49^e édition du concours, l'Équipe France a concouru dans cinq catégories d'épreuves : le buffet de viennoiseries, réalisé par Julien, le buffet froid de poissons, réalisé par le premier-maître Yannick, le live cooking dessert, réalisé par Julien, le live cooking viande, réalisé par le premier-maître Yannick, et la cuisine opérationnelle, réalisée par l'ensemble de l'Équipe France. Cinq épreuves et autant de médailles décrochées ! Mais pas n'importe lesquelles : quatre en or et une en argent ! De quoi rendre nos chefs heureux et fiers. « *La remise des rubans par les juges à l'issue des épreuves est un moment particulièrement fort, surtout quand il s'agit d'un ruban bleu qui symbolise l'or. C'est la concrétisation de tous ces mois de préparation* » témoigne Julien. « *Ces médailles, ce sont les récompenses de l'investissement personnel des cuisiniers* » ajoute le coach Guillaume.

Si certaines épreuves ne faisaient pas peur à nos chefs, - qui mieux que la France pour remporter l'or sur une épreuve mettant à l'honneur le pain et les viennoiseries ? - d'autres



représentaient un véritable challenge. À commencer par celle de cuisine opérationnelle qui consistait à préparer un repas pour 50 convives à partir de rations de combat américaines, cuisinées sur une cuisine de campagne américaine. Pour cette épreuve, l'Équipe France était au complet et concourait à cinq. Ils avaient trois heures pour préparer



This week was about getting better, not only self but your units, the Army and all the organizations represented.²

un repas complet, à savoir un amuse-bouche, une soupe, une entrée, un plat et un dessert. Deux conditions pour la préparation de ce repas : il devait se faire à partir de rations américaines – aucun autre produit n'était autorisé – et il devait être cuisiné sur deux cuisines de campagne américaines : le mobile kitchen trailer et l'assault kitchen. Des conditions synonymes de difficultés pour nos cuisiniers militaires français qui ne connaissaient ni le matériel ni les rations. Une épreuve pour prouver que la force des cuisiniers des armées françaises réside dans leur adaptabilité : ils sont capables de faire le grand écart entre la restauration collective du quotidien, la cuisine de prestige

² Cette semaine a été consacrée à l'amélioration, non seulement de soi-même, mais aussi de ses unités, de l'armée et de toutes les organisations représentées.

et de basculer sur la rusticité de la cuisine de campagne. Une épreuve sur laquelle ils ont décroché l'or, se démarquant par leur capacité d'adaptation, leur technicité, leur originalité et leur cohésion. Car, s'il y a bien un dénominateur commun à toute les épreuves, c'est l'esprit d'équipe : « *This week was about getting better, not only self but your units, the Army and all the organizations represented* » (cette semaine a été consacrée à la recherche de l'amélioration, non seulement de soi, mais aussi de ses unités, de l'armée et de toutes les composantes représentées) a précisé le président de l'*American Culinary Federation* et juge principal du concours lors de la cérémonie de remise des prix.

Bien que les chefs ne se mesurent pas les uns aux autres mais aux standards américains de la profession - ceux qui les dépassent reçoivent une médaille, ils étaient tout de même en compétition pour décrocher des prix spéciaux, dont notamment celui de « *meilleure équipe internationale* », une catégorie dans laquelle concourait la France, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne. Et après une semaine de compétition intense, c'est bel et bien la France qui a été sacrée équipe internationale de l'année ! « *Avoir l'honneur de représenter l'armée française et les cuisiniers*

militaires français à l'international, et remporter ce titre, ça n'a pas de prix » confie le premier-maître Yannick. Et la colonel Miller de conclure : « *You deserve everything you have received. Be proud of yourself and of what you've done* » (Vous méritez tout ce que vous avez gagné. Soyez fier de vous et de ce que vous avez fait).

Cette 49^e édition du concours fut l'occasion pour la France de mettre en lumière l'excellence de la filière Restauration du ministère des Armées, portée par le Commissariat des armées et son centre interarmées du soutien restauration-loisirs (CIRL), ses capacités d'adaptation et sa réactivité en matière de soutien tant dans le domaine de la restauration collective qu'opérationnelle.

« *La force de nos cuisiniers militaires réside dans leur capacité d'adaptation. Ils sont capables de basculer dans la rusticité, sur du matériel de campagne, et toujours être au rendez-vous du soutien restauration dont ont besoin les forces armées. Ils sont indispensables au quotidien des Armées* » témoigne le commissaire général hors-classe Olivier Marcotte, directeur central du service du commissariat des armées.









Nourrir au front

Rédaction : Marion LOTTEGIER

Illustrations : ECPAD/Défense

1917 Le 10 mars, le journal L'illustration se risquait à un pronostic sur l'issue de la guerre : « *La victoire appartiendra à celui des*

deux belligérants qui aura, dans ses dernières réserves, un mois de vivres de plus que l'autre ».

Au fil de l'histoire, le ravitaillement des troupes en nourriture a souvent déterminé l'issue des batailles. « *Il se trouve en l'histoire beaucoup*

plus d'armées périées faute de pain et de police que par l'effort des armées ennemies » déclarait Richelieu dans son testament politique. Avant

la découverte de l'appertisation puis de la boîte de conserve au XX^e siècle, le pain et la viande

séchée et salée étaient la base des rations militaires. L'eau, denrée rare et périssable, était

remplacée

par des boissons alcoolisées, plus salubres

et faciles à conserver. **Retour sur plus de**

quatre siècles d'alimentation du soldat.

LA PRÉDOMINANCE DU PAIN

Sous l'Ancien Régime, le ravitaillement du soldat consistait essentiellement en la fourniture de pain. À l'époque de Louis XIV, s'établit la règle de fournir aux troupes en opération le pain en nature. Le « pain de munition », comme il fut appelé, a été la première prestation régulière du service des subsistances. Sous Louis XV et le ministère du cardinal de Fleury, la ration journalière de pain de munition fut uniformément allouée à toutes les troupes et en tout temps. À cette première fourniture de denrée, pour la première fois en 1698, est ajoutée la distribution de viande fraîche aux troupes rassemblées près de Compiègne, sur la base d'une



ration journalière d'une demi-livre. La fourniture régulière de denrées en campagne vit alors le jour, concomitamment avec le développement d'une préoccupation majeure : celle de veiller à l'alimentation du soldat. Car c'est bien connu : la nourriture influe sur le moral des hommes - « *Une armée marche avec son estomac* » déclarera Napoléon. Au XVII^e siècle, Louvois fixe alors les rations quotidiennes pour les armées en campagne d'une livre et demi de pain, de légumes et d'un tiers de livre de viande. Au siècle suivant l'approvisionnement des troupes est favorisé par l'utilisation de « fours roulants » capables de fabriquer, en un temps minimal et à l'arrière même des armées en campagne, des milliers de rations de pain. Or, un défi logistique majeur se présente : celui de l'acheminement des denrées.

L'ALIMENTATION DU SOLDAT À L'ÉPREUVE DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

1914-1918. La Première Guerre mondiale n'a pas seulement bouleversé les manières de conduire la guerre. Elle a aussi profondément changé l'alimentation du combattant. Nourrir au quotidien les millions de soldats déployés sur plus de



700 km de front, relevait de l'exploit. Par ses dimensions et sa durée inédites, la Première Guerre mondiale a posé aux services d'intendance militaire des difficultés nombreuses, imprévues et colossales. Toute une puissance logistique devait se mettre au service de l'alimentation du combattant. Les produits arrivaient du monde entier et les industries alimentaires développèrent des produits qui se sont imposés depuis

au cœur de notre alimentation comme les conserves ou les bouillons en cube. Les rations de combat s'adaptent à la guerre de tranchées et, lors des repas, les soldats tissent des liens indispensables au moral. Approvisionner les troupes en denrées alimentaires fut un véritable exploit logistique, et confectionner les plats et les acheminer vers les tranchées constitua, pour les soldats cuisiniers et ravitailleurs, un réel défi quotidien. En 1916, il fallait chaque jour prévoir la consommation de 2 000 têtes de gros bétails, 600 tonnes de viande congelée, un millier de porcs et 2 500 moutons. Les boulangeries devaient fournir chacune entre 150 000 et 300 000 rations de pain par jour. Des cuisines roulantes furent alors installées à l'arrière des tranchées sur lesquelles œuvraient de nombreux cuisiniers, également chargés de ravitailler les soldats placés en première ligne, souvent sous le feu de l'ennemi.

Malgré une solide organisation de l'approvisionnement, les soldats sont sujets à de nombreux désagréments. À mesure que le conflit durait, la ration quotidienne de 750g de pain, 500g de viande et 100g de légumes secs diminuait et le manque de ravitaillement dû notamment aux bombardements des cuisines s'installait. Alors qu'elles ne devaient être consommées qu'en période de ravitaillement régulier, les rations de réserve deviennent le quotidien de l'alimentation du soldat. De très rares produits gagnent alors en notoriété, comme le camembert facilement transportable et de longue conservation. Mais surtout, la monotonie de ces rations se fait vite ressentir, tandis que les difficultés d'approvisionnement





réduisent les possibilités d'enrichissement et de variété des vivres. L'argot du poilu reflète sa relation avec la pitance : la conserve de bœuf finit par être appelée communément « le singe » du fait de sa consistance coriace et filandreuse. Conditionnée en boîtes de fer blanc appertisées ou stérilisées de 150g ou 300g, cette viande constituait le principal aliment du soldat en première ligne. Une monotonie, couplée à un accès difficile à l'eau potable, qui eut une conséquence directe sur le moral des troupes.

LA RATION DE COMBAT : DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE À AUJOURD'HUI

Nourrir une armée en opération a toujours été un casse-tête logistique. « *L'art de vaincre est perdu sans l'art de subsister* » déclarait déjà au XIII^e siècle Frédéric II, empereur du Saint-Empire. Des siècles plus tard, un autre empereur, Napoléon, a perdu ses dernières batailles pour avoir privilégié la vitesse de déplacement des troupes à leur approvisionnement. Depuis la désastreuse retraite de Russie, plus aucun combat n'a été perdu par la France pour des raisons alimentaires...

L'Intendant général Ley (1892-1970) a consacré la majeure partie de sa carrière à l'inspection des subsistances. L'amélioration des vivres et la réalisation de rations de campagne parfaitement adaptées aux besoins des troupes ont été sa constante préoccupation. « *Le bien-être de la troupe est un facteur essentiel du succès de ses armées car de lui dépend le potentiel moral et la résistance physique des combattants. Or, ce bien-être est lié étroitement aux conditions mêmes de sa subsistance, celle-ci constituant un besoin impératif et quotidien* » déclara-t-il. Apport énergétique, apport spécifique et équilibres alimentaires se révèlent être les trois faces du triptyque de l'alimentation du soldat :

1. la ration alimentaire doit apporter à l'organisme la quantité d'énergie nécessaire à ses fonctions ;
2. la ration doit également apporter tous les éléments nutritifs spécifiques indispensables à la vie ;
3. ces principes nutritifs doivent être fournis en proportion convenable et un certain équilibre doit être réalisé entre les différents constituants de la ration.

L'introduction de la ration individuelle dans l'armée française doit son origine à l'armée américaine, engagée dans la Seconde Guerre mondiale qui dota ses soldats appartenant aux forces mobiles de la « ration K ». Conçue par le docteur Ancel Keys, composée de trois repas (petit déjeuner, déjeu-



ner et diner), elle est l'ancêtre des rations actuelles. Sur le plan militaire, celle-ci offre des avantages considérables : elle donne à chaque combattant l'apport calorique nécessaire, une certaine variété alimentaire, la possibilité de manger la ration à sa façon, au moment voulu. Sur le plan psychologique, la ration permet de manger des aliments connus, qui rappellent le pays. Si elle présente quelques inconvénients - le poids, la puissance calorique insuffisante, la monotonie des repas ou encore des carences nutritionnelles -, la ration K demeure la première manifestation réussie d'alimentation pour les combattants sur le terrain, qui s'imposa sans contestation dans toutes les armées. En 1946, la France introduit à son tour la première ration conditionnée individuelle pour les soldats au combat ou en déplacement. Une première ration qui tient compte des reproches faits à la K : meilleur profil calorique, trois menus

aux choix offrant une certaine variété et un conditionnement dans une boîte métallique. Dans un souci perpétuel d'amélioration de l'alimentation du soldat et pour apporter un véritable soutien au combattant, d'autres rations firent leur apparition en 1951 et 1966. La création de la ration de combat individuelle réchauffable (RCIR) en 1986 marque une réelle avancée : elle offre la particularité d'être réchauffable, unique et polyvalente. Depuis ? Elle s'est considérablement améliorée : elle permet au combattant de se nourrir pendant 24h, avec 14 menus différents. 3 600 kcal au total, une répartition énergétique qui n'est pas laissée au hasard permettant un apport équilibré sur la journée, une attention particulière portée aux aliments utilisés garantissant la capacité opérationnelle du soldat, des composants testés assurant la sécurité sanitaire, pas de nitrite, pas de phosphate, pas d'additifs, pas d'édulcorants, pas de glutamates... la ration n'est pas qu'une histoire de recettes mais bien la somme de contraintes difficiles à concilier. Car la stratégie est aussi dans l'assiette. Envoyée sur tous les théâtres d'opération, consommée lors des exercices, entraînements et préparations opérationnelles ou expédiée en outre-mer aux forces prépositionnées pour faire face aux événements cycloniques, la RCIR est un incontournable du soutien en alimentation du combattant. Constamment améliorée avec une offre enrichie car « *la variété alimentaire et la convivialité sont primordiales pour le moral des troupes* », la ration de combat ne convient cependant pas à une alimentation longue durée : le recours à celle-ci ne doit pas dépasser deux cycles de 14 jours. Passé ce délai d'un mois, un soutien au plus près des unités doit être mis en œuvre.





Nourrir au plus près des unités

Le ravitaillement des troupes en opération est d'autant plus satisfaisant que la durée de stockage de la denrée est réduite. Ainsi, de longue date chercha-t-on à disposer de moyens de production mobile, pour arriver à la solution actuelle en matière de ravitaillement en campagne qui consiste à cuisiner au plus près des unités en opération pour consommer de la nourriture fraîche. Dès 1744, le commissaire des guerres Dupré d'Aulnay, dans son traité des subsistances militaires, recommandait l'emploi de fours roulants. C'est en 1915 qu'apparaît la première roulante. Appelée aussi « popote », la cuisine y était préparée, puis transportée dans des bouteillons jusqu'aux tranchées, au plus près des Poilus. Chaque jour, un petit groupe de soldats du front était de corvée d'approvisionnement. Ils étaient envoyés au ravitaillement à l'arrière des lignes, jusqu'à la cuisine roulante, puis revenaient ensuite

distribuer le repas à leurs camarades. Une notion d'entraide et de partage très importante pour le moral des troupes, mais un ravitaillement au péril de la vie. Depuis ? La cuisine roulante a grandement évoluée. Dans les années 1970, les cuisines roulantes et fours à pain sont modernisés et des matériels auto-tractionnés sont introduits. En parallèle, comme dans la plupart des autres secteurs de la restauration, s'esquisse le système de la restauration différée avec la création des cuisines centrales, dont la première est inaugurée en 1993 à Rillieux-la-Pape, en région lyonnaise, permettant la production de 10 000 repas par jour à 35 régiments par l'intermédiaire de 18 points de distribution. L'alimentation étant le nerf de la guerre, l'évolution des modalités de sa mise en œuvre au fil des siècles et des conflits est indispensable. Répondre à la nécessité d'un soutien de proximité est l'objectif de l'adaptation des matériels de restauration projetés sur les théâtres d'opération. « *Les matériels doivent être le plus mobiles possible et doivent permettre de délivrer un soutien au plus près des forces, dès le début de leur déploiement* » explique le commissaire général de 2e classe Renaud Dutt, directeur du centre interarmées du soutien Équipements Commissariat (CIEC). C'est ainsi que furent mises au point les ETRAC – éléments tractés de réchauffage et de cuisson – déployés sur tous les théâtres d'opération et permettant un soutien restauration au plus près du combattant. « *Pour la cuisine de campagne, le but est de permettre son déploiement dès l'arrivée des forces sur un théâtre, afin d'éviter la consommation de rations de combat. L'action militaire est de plus en plus intense et le temps de repos de plus en plus court ; le soutien doit donc se rapprocher le plus possible des forces* » précise le CRG2 Dutt. Permettant de préparer jusqu'à 500 repas en totale autonomie, les cuisines de campagne modernes intègrent des réfrigérateurs mobiles, des brûleurs haute performance et des systèmes de filtration d'eau, garantissant ainsi des repas chauds sur tous les terrains.

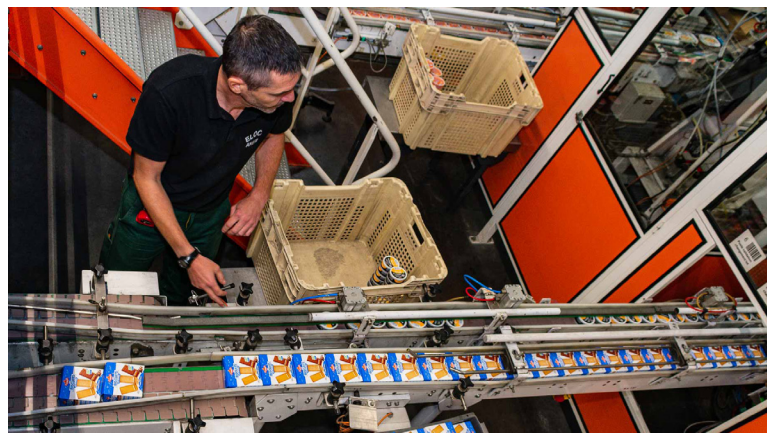
L'innovation au service de l'alimentation du soldat

D'une alimentation rudimentaire et souvent insuffisante sous l'Ancien Régime à des rations optimisées et des cuisines de campagne modernes, chaque conflit a poussé les armées à innover. Derrière ces évolutions : un travail de recherche constant pour améliorer la conservation, la logistique, la qualité nutritionnelle des repas et, *in fine*, le moral des troupes. Déjà au XVIII^e siècle, le Directoire lança un concours dédié,



remporté par Nicolas Appert mettant au point l'appertisation, ancêtre de nos conserves actuelles, permettant une conservation plus longue sans altération, et adoptée par les armées napoléoniennes. Plus tard, si la Seconde Guerre mondiale entraîna une révolution majeure avec la généralisation des rations individuelles de combat, ces dernières n'ont cessé de s'améliorer. Aujourd'hui, la ration individuelle de combat réchauffable (RCIR) est le standard de l'armée française, véritable concentré de gastronomie française et objet de rayonnement international. Elle fournit 3 600 kcal journaliers, standard calorique observé depuis le XIX^e siècle, propose une grande variété de plats (bœuf bourguignon, couscous, tartes aux fruits, poissons), s'adapte aux préférences alimentaires et aux régimes spécifiques (végétarien, sans porc), dispose d'un poids optimisé de 1,5 kg, d'emballages résistants et d'une certaine compacité. Derrières ces avancées : des femmes et des hommes, officiers, scientifiques, logisticiens ou chercheurs, qui travaillent à améliorer les apports nutritionnels, la diversité et l'ergonomie des rations. Déshydratation, appertisation, lyophilisation, conditionnement sous-vide... les meilleurs processus technologiques de l'industrie alimentaire sont aujourd'hui utilisés.

Au fil des années, l'alimentation du soldat n'a cessé d'évoluer, portée par la recherche scientifique et l'innovation logistique. Elle est devenu un domaine dans lequel la recherche et l'innovation ne s'arrêtent jamais, au service d'un seul objectif : l'optimisation de l'autonomie du soldat concomitamment à la réduction de l'empreinte logistique. Certes les besoins énergétiques fondamentaux des soldats n'ont pas radicalement changé depuis le XIX^e siècle, mais la manière dont ces calories sont apportées a considérablement évolué grâce aux progrès



en nutrition et en logistique. Illustration : en 2013, on testa les rations intégrant des protéines d'insectes, inspirées des pratiques alimentaires asiatiques, afin de réduire la dépendance aux protéines animales classiques et d'améliorer la légèreté des packs. Preuve que l'évolution de l'alimentation militaire ne s'arrête pas ; elle suit les avancées technologiques et les besoins opérationnels, prouvant que bien nourrir une armée est un défi aussi stratégique que technique.

Du champ de bataille à la gastronomie française, des recettes entrées dans l'Histoire

Coq au vin : la légende attribue l'invention du coq au vin à Jules César en 52 avant J.-C. Lors du siège de Gergovie, Vercingétorix aurait envoyé un coq aux Romains pour les narguer. En réponse, César aurait invité le chef gaulois à dîner et lui aurait servi le coq cuisiné dans du vin.

Poulet Marengo : lors de la bataille de Marengo (1800), le cuisinier personnel de Napoléon improvise une sauce avec les ingrédients disponibles sur le champ de bataille. Ce plat, devenu le « poulet Marengo », aurait porté chance à Napoléon lors de sa victoire.

Visite officielle *du directeur central* **aux États-Unis**

Rédaction : Marion LOTTEGIER
Illustrations : Marion LOTTEGIER, DLA



Le directeur central du Commissariat des armées s'est rendu aux États-Unis courant mars pour rencontrer ses homologues américains dans le domaine du soutien aux forces armées. Des échanges fructueux, visant à mieux comprendre comment fonctionne le soutien logistique aux forces armées américaines et renforcer l'interopérabilité logistique avec le partenaire américain.

Le commissaire général hors-classe Olivier Marcotte a été reçu par le général Simerly, directeur de la *Defense Logistics Agency* (DLA - agence du département de la Défense des États-Unis chargée de la logistique militaire au profit des différentes composantes de l'armée américaine - *US Army, US Navy, US Air Force, US Marine Corps, US Coast Guard et US Space Force* – mais aussi des autres administrations ou agences fédérales civiles), pour échanger sur leurs organisations respectives et comprendre comment la DLA contribue au soutien logistique des forces armées américaines. Base industrielle de soutien de défense, numérisation des proces-

sus ou encore défis et enjeux logistiques, le CRGHC Olivier Marcotte et le LTG Simerly ont évoqué de nombreux sujets qui sous-tendent le domaine du soutien. Malgré des organisations différentes, le SCA et la DLA partagent une mission commune : soutenir les forces armées. « *Dans un environnement logistique contraint, il nous faut répondre aux besoins exprimés par les forces armées en faisant constamment preuve d'agilité, de réactivité et de résilience. Le système de soutien aux forces armées de la DLA, intégré et automatisé, est de nature à pouvoir inspirer certaines évolutions du SCA* » a déclaré le directeur central du SCA.

Le directeur central s'est ensuite rendu au *Department of Defense* pour échanger avec le personnel du *Office of the Assistant Secretary of Defense for Sustainment* (équivalent d'un directeur d'administration centrale chargé de la logistique, de laquelle dépend notamment la DLA) au sujet des grands enjeux liés au soutien logistique des armées américaines et notamment la sécurisation des *supply chain*, dans un contexte de tensions sur les flux logistiques.

Après avoir abordé des sujets logistiques, le directeur central du SCA s'est rendu sur la base de Fort Gregg Adams, en Virginie, où se trouve le *Combined Arms Support Command* (CASCOM) de l'*US Army*, organisme qui forme chaque année plus de 24 000 élèves aux métiers du soutien. Le CRGHC Olivier Marcotte a échangé avec le directeur adjoint de CASCOM sur les différentes façons d'enseigner et de conduire les formations, en poursuivant un objectif commun : délivrer la meilleure formation possible pour s'assurer que les combattants du soutien soient prêts à servir en tout temps, tout lieu et toutes circonstances, au plus près des forces armées.

Des sujets de formation et d'excellence également abordés avec la colonel Miller, commandant le *Quatermaster*, école de formation des combattants du soutien de l'*US Army*, notamment dans le domaine de la restauration. « *Les cuisiniers français et américains remplissent la même mission : assurer le soutien restauration au quotidien, sur les bases, et sur le terrain, en opérations extérieures. Ils doivent faire preuve d'une capacité d'adaptation et d'une grande polyvalence* » a souligné le directeur central.



Le déplacement du CRGHC Olivier Marcotte aux États-Unis s'est faite concomitamment au concours culinaire militaire international de Fort Gregg Adams, ce qui a permis au directeur central de se rendre sur le site des épreuves pour soutenir l'Équipe France et attester de l'excellent niveau et de la capacité d'adaptation des cuisiniers militaires français.



**Dans un environnement logistique contraint,
il nous faut répondre aux besoins exprimés
par les forces armées en faisant constamment preuve
d'agilité, de réactivité et de résilience.
Le système de soutien aux forces armées de la DLA,
intégré et automatisé, est de nature à pouvoir
inspirer certaines évolutions du SCA.**



AU SEIN DU SOUTIEN OPÉRATIONNEL AU PROFIT D'UNE BRIGADE D'ENGAGEMENT D'URGENCE

Dans les Alpes du Nord, à plus de 2 500 m d'altitude, les températures avoisinent les -8 degrés. Pendant ce temps-là, à plus de 2 600 km, en Estonie, sur l'opération LYNX, le mercure frôle les -20. Des températures extrêmes bien connues des soldats de la 27e brigade d'infanterie de montagne, entraînés à évoluer et agir en conditions climatiques extrêmes. Un milieu d'action exigeant, qui requiert un soutien intégré et pragmatique. Entre efficacité et efficience. Immersion.

Rédaction : Marion LOTTEGIER

Illustrations : Marion LOTTEGIER, Frédéric VITAUX, Adrien Cullati/armée de Terre





Chaque année, fin novembre, des centaines de soldats de la 27^e brigade d'infanterie de montagne sont déployés sur le grand champ de tir des Alpes, dans la région de Valloire, pour l'exercice CERCES. Entraînement annuel des troupes de montagne, cet exercice permet de maintenir leur expertise, d'accroître leurs forces morales et de les préparer à d'éventuelles interventions de haute intensité. Un exercice soutenu par le groupement de soutien Commissariat de Grenoble-Annecy-Chambéry, qui déploie du personnel sur le terrain, au plus près des unités.







La spécificité du soutien délivré aux troupes de montagne réside dans sa capacité à comprendre leurs problématiques et leurs besoins, afin de leur délivrer un soutien de proximité, avec des matériels, des équipements et une alimentation adaptés aux conditions climatiques extrêmes.

Il doit faire preuve de pragmatisme, de réactivité, d'agilité et d'anticipation.

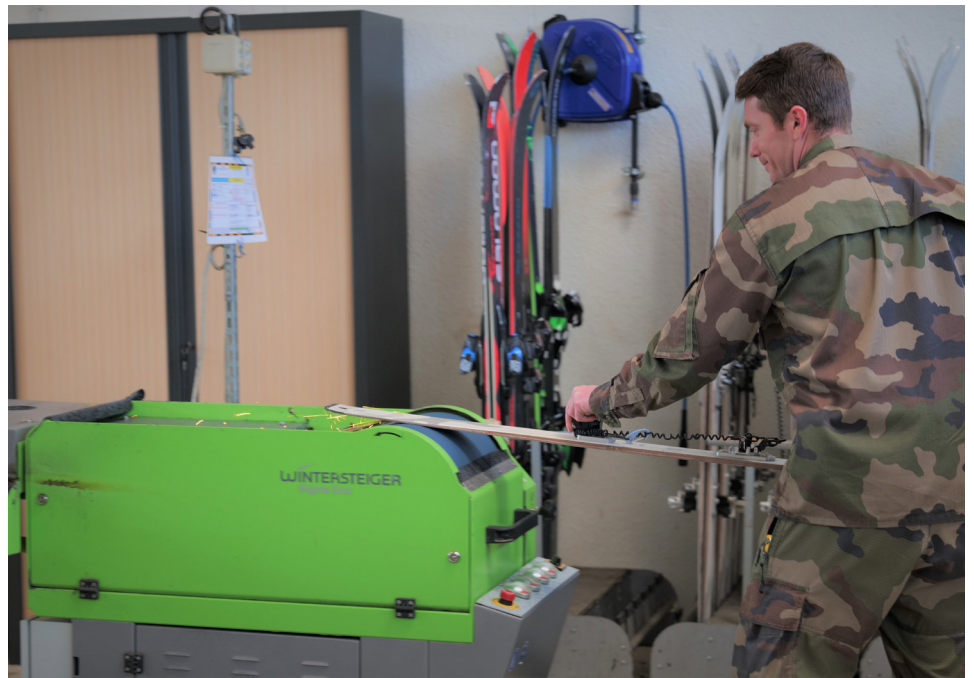






Le 12^e acte réflexe du combattant chez les chasseurs alpins est de savoir s'équiper. L'équipement est très important pour les troupes de montagne qui évoluent dans un milieu incertain, changeant et dangereux. Dans un milieu où les éléments naturels imposent une certaine technicité et une sécurité sans faille, le matériel est important.





Varces, quartier de Reyniès. Ici, la spécificité du soutien délivré par le service du commissariat des armées tient à la nature de ses soutenus. Si comme tout groupement de soutien Commissariat (GSC), celui des Alpes du Nord habille et nourrit ses soutenus, la spécificité de ces derniers dicte la nature du soutien délivré. « 90% de nos soutenus sont des troupes de montagne » témoigne le commissaire en chef de 2^e classe Jean-François Lecomte, chef du GSC de Grenoble-Annecy-Chambéry, « Nous délivrons un soutien spécialisé, de proximité, parfaitement adapté aux besoins des forces ». Les forces en question ? La 27^e brigade d'infanterie de montagne (27^e BIM). Sa particularité ? Pouvoir réaliser toutes ses missions dans un relief escarpé et/ou montagneux et dans des conditions climatiques extrêmes. « La spécificité montagne se définit comme l'ensemble des aptitudes morales, physiques, techniques et tactiques, individuelles comme collectives, à vivre, se déplacer et combattre dans un milieu caractérisé par un relief élevé ou accidenté et dans des conditions climatiques extrêmes. La maîtrise du milieu implique trois capacités particulières : la capacité à se déplacer et s'affranchir des obstacles naturels, celle à vivre dans la durée et la capacité à commander et à combattre » explique le lieutenant-colonel Jean-Pierre, chef logistique de la 27^e BIM. Une spécificité alpine qui nécessite un soutien intégré, de proximité, adaptable et résolument tourné vers l'opérationnel.

UN SOUTIEN PRAGMATIQUE ET ADAPTABLE

Le soutien délivré aux troupes de montagne est marqué par la recherche constante d'un équilibre entre efficacité et efficience, au profit d'une brigade d'engagement d'urgence. « La brigade est toujours prête à partir et est régulièrement projetée. Son rythme opérationnel est très soutenu. Le soutien que nous lui délivrons doit faire preuve de pragmatisme, de réactivité, d'agilité et d'anticipation » témoigne le lieutenant-colonel Nicolas, directeur adjoint du GSC de Grenoble-Annecy-Chambéry. « La spécificité du soutien délivré aux troupes de montagne réside dans sa capacité à comprendre leurs problématiques et leurs besoins, afin de leur délivrer un soutien de proximité, avec des matériels, des équipements et une alimentation adaptée ». Fourniture de compléments alimentaires, équipements spéciaux pour les bus (pneus neige), équipements spécifiques pour évoluer en montagne et dans des conditions climatiques extrêmes... que ce soit dans le domaine de la restauration, du transport ou de l'équipement, le GSC délivre un soutien adapté aux besoins des unités.

Pour répondre aux besoins des troupes de montagne, le GSC de Grenoble-Annecy-Chambéry dispose d'un référent montagne grand-froid (OMGF), qui est l'interlocuteur de proximité auprès du commandement de la 27^e BIM et agit en tant que relai des centres interarmées du soutien, à savoir le centre interarmées du soutien Équipements Commissariat (CIEC) et le centre interarmées du soutien Métiers et Contrôle Interne (CIMCI). « Le domaine de compétences des unités de la 27^e BIM est la montagne et leur mission est de mener des combats en montagne. La nôtre est de les soutenir pour leur permettre de mener à bien leur mission. Pour cela, nous les équipons avec du matériel spécifique montagne. Dans un milieu où les éléments naturels imposent une certaine technicité et une sécurité sans faille, le matériel est important » explique l'adjudant-chef Yann, référent



montagne grand-froid. « *Le 12^e acte réflexe du combattant chez les chasseurs alpins est de savoir s'équiper. L'équipement est très important pour les troupes de montagne qui évoluent dans un milieu incertain, changeant et dangereux* ». Treillis zone enneigée, gants, tours de cou, sous-vêtements techniques, skis, raquettes, bâtons, piolets, broches à glace, crampons... des accessoires à la tenue, les soldats de la 27^e BIM disposent d'équipements adaptés aux conditions de basse et haute montagnes. « *En complément du paquetage classique, les unités des troupes de montagne reçoivent un paquetage montagne, qui contient tout le matériel spécifique, adapté au milieu dans lequel elles évoluent* ». Du matériel disponible au magasin du GSC, dont les stocks sont en permanence contrôlés. « *Le GSC doit être en mesure d'équiper les unités de la brigade qui partent au pied levé, soit parce qu'il y a un déclenchement d'alerte ENU (échelon national d'urgence), soit parce qu'elles partent en entraînement, soit parce qu'elles ont été désignées pour mener des actions de partenariat militaire opérationnel avec une unité étrangère* » explique le lieutenant-colonel Nicolas. « *Cela requiert une grande réactivité de la part du GSC ; avoir un référent montagne grand-froid capable de renseigner les unités sur le matériel dont elles ont besoin, qui connaît l'état des stocks et qui est en mesure de répondre à leurs besoins, c'est une véritable plus-value* ». À équipement spécifique, magasin spécifique. « *Le magasin du GSC de Grenoble-Annecy-Chambéry possède un atelier montagne qui permet de réparer et d'entretenir le matériel. Le personnel du magasin est formé pour vérifier les équipements de protection individuelle montagne afin de garantir la sécurité des unités lors de leurs sorties et projections en opération* » précise l'adjudant-chef Yann.

UN SOUTIEN INTÉGRÉ ET PLEINEMENT OPÉRATIONNEL

« *Le soutien et donc le GSC occupent une place importante dans la préparation opérationnelle de la brigade. On ne peut rien faire l'un sans l'autre ; le soutien est pleinement intégré* » témoigne le lieutenant-colonel Jean-Pierre. Une pleine intégration qui se traduit notamment par la participation du référent montagne grand-froid aux travaux sur l'équipement spécifique aux troupes de montagne, avec la 27^e BIM, l'état-major de l'armée de Terre, la section technique de l'armée de Terre, le CIEC et la plateforme Commissariat de Lyon. « *L'expertise*



du GSC est indispensable au fonctionnement des unités de la brigade et à la réalisation de sa mission ». Une intégration qui favorise la proximité que le SCA entretient avec les formations soutenues et qui s'est récemment concrétisée par la présence du Service au premier sommet international des troupes de montagne (SITM), rassemblant à Grenoble, début février, les principaux acteurs internationaux des secteurs privés et publics pour le combat en zone grand froid.

Équipement des unités, soutien et adossement pour la préparation opérationnelle, soutien des exercices en altitude de la 27^e BIM dont notamment l'exercice CERCES, armement d'un détachement modulaire du Commissariat (DMC) en cas de projection de la brigade, prise de l'alerte ENU grand froid, renforts sur les camps régimentaires, projection sur l'opération LYNX... l'opérationnel occupe une part importante au sein du GSC de Grenoble-Annecy-Chambéry. « *Le personnel du soutien doit être en mesure de soutenir au plus près les unités de la 27^e BIM, de les accompagner au plus près dans leurs déplacements, et être en mesure de répondre à leurs besoins. Pour être en mesure de, le personnel doit se doter d'une trame de compétences opérationnelles montagne, un certain minimum à savoir le brevet d'alpinisme militaire et le brevet de skieur militaire* » explique le lieutenant-colonel Nicolas. « *Le cuisinier doit être capable de cuisiner à 2 000 m d'altitude, par -8°C* ».

Cessions de biens

LES MISSIONS INSOUPEÇONNÉES

du bureau Administration Générale,

le “ **NOTAIRE** ” du ministère

Rédaction et illustrations : CR1 Émilie ROBLOT

Ne vous fiez pas aux apparences. Le bureau Administration Générale (BAG) de la sous-direction métier de la direction centrale du service du commissariat des armées (SCA) ne traite ni ordre de mission, ni courrier, ni facture. Le BAG est l'opérateur ministériel des cessions gratuites de biens en France et à l'étranger, quelle que soit la catégorie du bien, du mobilier au matériel de guerre. Il prépare et suit les décisions relevant de la signature du ministre des Armées et traite, sur le même schéma, les mises à disposition des moyens du Service ainsi que les prestations gratuites.

Les origines de création du BAG

Depuis 2016, la direction centrale du SCA, par le biais du BAG, instruit pour le ministère des Armées les dossiers de cessions : « *L'évolution du contexte géopolitique a un effet visible sur l'activité des cessions. En effet, la politique des cessions du matériel militaire à l'étranger est toujours déterminée par des intérêts de coopération militaire, qu'il s'agisse de plans d'action antiterroristes renforcés, d'efforts particuliers, comme*

c'était le cas en faveur des pays du G5 Sahel ou lorsque les cessions se justifient en termes d'influence et d'intérêt de la France. La stratégie des cessions élaborée par la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) en lien avec l'État-major des armées (EMA) et la DGA est validée au plus haut niveau ministériel, en comité directeur des cessions » signale Guillaume, le chef du BAG. Aujourd'hui, le bureau compte un chef (civil), deux officiers d'active et un réserviste. Les cessions en France et celles à l'étranger sont gérées de manière distincte par les deux officiers d'active qui suivent également les dossiers liés aux conventions et protocoles signés par le directeur central du SCA ainsi que les dossiers de lutte contre la fraude¹.



En somme, des missions qui pourraient rapprocher la fonction du BAG de celle d'un notaire : *« Le BAG exerce ce rôle de notaire. C'est parce que c'est complexe et que de nombreux acteurs interviennent que nous sommes au centre des procédures » déclare le chef du bureau. Mettre du lien entre les différentes parties prenantes (états-majors, gestionnaires de biens, organismes ministériels, etc.) et encadrer juridiquement : telle est la mission principale de ce bureau. « On enregistre le dossier, on le vérifie, on propose des actes juridiques et on émet un avis. Soit c'est favorable, soit c'est défavorable ».* L'essentiel de l'activité du BAG repose donc sur l'instruction des dossiers de gratuité pour le cabinet du ministre des Armées avec l'appui des gestionnaires de biens, responsables administrativement des matériels qui leur sont affectés, dans le but d'harmoniser et de sécuriser les procédures.

Guillaume ajoute : *« Les biens de l'État ne sont en principe pas cessibles. Ils doivent être préservés. Si nous cédon, c'est qu'il y a des justifications particulières et notre rôle est de s'assurer que ces justifications sont correctes ».* Le BAG est également chargé de suivre le coût des cessions pour la France ainsi que celui des prestations, notamment lorsque des ressources humaines y sont consacrées.



L'évolution du contexte géopolitique a un effet visible sur l'activité des cessions

Il est essentiel de comprendre que le BAG doit s'adapter à des contextes très divers et que les cessions diffèrent selon le cadre et l'environnement dans lesquelles elles interviennent.

Cessions en France : faire rayonner nos biens d'intérêt historique ou patrimonial

« Céder ou mettre à disposition des biens en France a une vraie valeur ajoutée du point de vue du rayonnement des armées et de la valorisation de nos biens d'intérêt historique ou patrimonial. Cela nous permet de porter les projets de nos gestionnaires de biens. Paradoxalement, les procédures de cession sont souvent plus complexes à destination de la France qu'au profit de

Un cadre législatif qui a évolué pour simplifier les procédures pour les bénéficiaires en France

À l'origine, la gratuité n'était quasiment pas autorisée par la Loi. L'ensemble des dossiers devait remonter au ministre pour obtenir sa signature personnelle. *« On faisait signer au ministre des cessions à 138 euros, ce qui n'était pas très optimal »* déclare le CR1 Sébastien, en charge des cessions en France. Les cessions s'appuyaient sur une décision de 2013 dans laquelle les petits matériels avaient une portée politique.

La loi ayant été modifiée au début de l'année 2024, il a été estimé que toutes les cessions ne devaient pas nécessairement obtenir la signature du ministre. *« Le circuit était complexe. Une vingtaine de signatures était exigée avant d'arriver à la décision ministérielle ».*

Pour rationaliser les procédures et travailler en subsidiarité, un travail a été mené conjointement avec le Cabinet du ministre des Armées en vue d'élaborer une nouvelle décision ministérielle qui a été signée en avril 2024. Désormais, selon la portée politique, financière et médiatique du dossier, la signature du ministre n'est plus obligatoire.

« On travaille avec les gestionnaires de biens pour qu'ils s'approprient ces nouvelles procédures. Cela nous permet de gagner en efficacité et de répondre plus rapidement aux demandes de cessions ou de mises à disposition ». Ainsi, le directeur central est dorénavant le signataire pour les opérations à faible montant concernant le SCA.

l'étranger. Les cessions à l'étranger sont très encadrées par la procédure et souvent plus rapides compte-tenu des impératifs opérationnels, ce qui est moins le cas en France » explique le CR1 Sébastien.

¹ Pour en savoir plus sur la lutte contre la fraude, rendez-vous dans le Soutenir n°30, p. 54.

Ces opérations en France profitent majoritairement aux associations, aux autres départements ministériels, aux collectivités territoriales, mais également aux établissements publics et personnes morales privées.

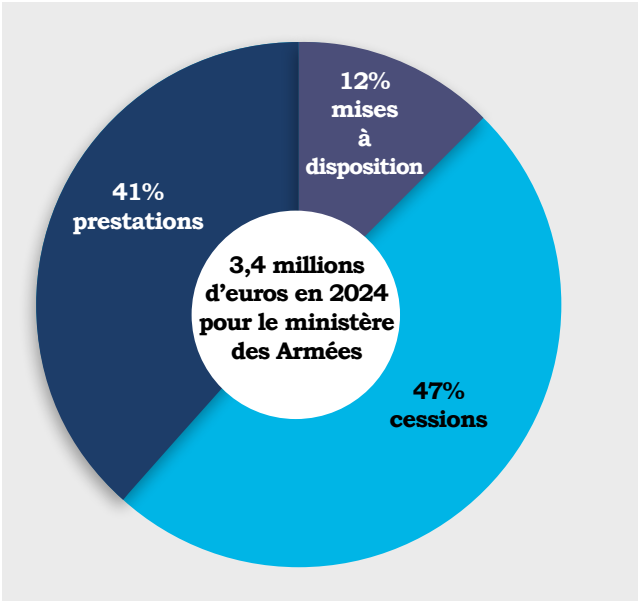
Les ressources cédées ou mises à disposition concernent principalement du matériel (87% dont blindés et aéronefs anciens, mobiliers, effets d'habillement) et du personnel (10%). « Des hélicoptères ont par exemple été cédés à des lycées afin que les élèves puissent se former sur ce matériel. Cela permet d'attirer des jeunes et de les amener à pousser les portes des armées pour continuer à se former sur ce type d'aéronef ».

Le CR1 Sébastien mentionne également la mise à disposition gratuite de matériels au profit d'une association victime d'une tempête en février 2024, qui avait dégradé ses locaux. La mise à disposition du GSC de Charleville-Mézières de tentes, tables et chaises ont permis à l'association de poursuivre ses activités d'accueil et de restauration pour les enfants en situation de handicap. Juridiquement, une décision ministérielle de mise à disposition de moyens a été rédigée par le BAG.

Si la cession ou la mise à disposition d'un bien participe au rayonnement des biens culturels du ministère des Armées, s'assurer que le bien est sécurisé pour le bénéficiaire est primordial. « Nos opérations impliquent principalement la structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres (SIMMT) car elle dispose d'un patrimoine terre conséquent. Cependant, les blindés anciens peuvent contenir de l'amiante. D'un point de vue réglementaire, nous n'avons pas le droit de céder un bien amianté. Nous devons le désamianter avant de le céder. Cela relève de la responsabilité du gestionnaire de biens. [...] Nous sommes partenaires de tous ces projets. Il y a un vrai besoin de pédagogie auprès des gestionnaires de biens. On les rencontre, on décroisonne, on les appuie dans la rédaction des actes ministériels. On contrôle des situations dérogatoires au droit pour rendre compte au cabinet du ministre car la gratuité ne peut pas être octroyée à une entreprise ni à un particulier ».

Au total, le BAG traite environ une centaine de dossiers par an, dont 47% concernent des cessions, 41% des prestations et 12% des mises à disposition, pour un coût annuel de près de 2 millions d'euros par an pour le ministère des Armées.

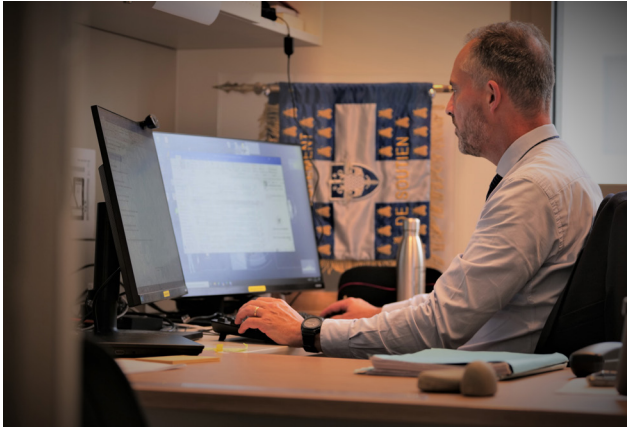
La gratuité pour les bénéficiaires en France



Il y a un vrai besoin de pédagogie auprès des gestionnaires de biens. On les rencontre, on décroisonne, on les appuie dans la rédaction des actes ministériels.

Cessions à l'étranger : renforcer notre coopération militaire

« La cession de biens à l'étranger vise à renforcer notre coopération militaire avec nos partenaires, sous l'égide du cabinet du ministre et dans le cadre défini par le pôle relations internationales militaires de l'état-major des armées (EMA-PRIM) et la direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) qui définissent la stratégie ministérielle des cessions » explique le CR1 Thibaut². Contrairement aux cessions en France, les demandes de cessions à l'étranger émanent des



Etats partenaires. Pour le matériel de guerre, ces cessions sont subordonnées à l'avis de la commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériel de guerre et à la délivrance d'une licence.

Pour l'étranger, la SIMMT, le Service Interarmées des Munitions (SIMu) et la Direction de la maintenance aéronautique (DMAé) font partie des gestionnaires de biens les plus dimensionnant, avant le Service de l'énergie opérationnelle (SEO), le SCA, le Service de soutien de la flotte (SSF), le Service de santé des armées (SSA) ou encore la direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information (DIRISI).

Le BAG suit le processus en lien avec l'état-major des armées, la direction générale de l'armement, la direction des affaires financières et les gestionnaires de bien. Il veille notamment au respect du plafond annuel autorisé par arrêté. Le CR1 Thibaut nous dévoile les deux qualités indispensables pour servir au sein du BAG : « *la fiabilité et la réactivité. Le contexte impose parfois d'accélérer les procédures pour répondre à la demande tout en garantissant la sécurité juridique du domaine* ».

Il ajoute avec un sourire « *Je ne m'attendais pas à en apprendre autant sur le matériel en service dans nos Armées* ».

² En poste au BAG jusqu'en décembre 2024.

Casque



SMB



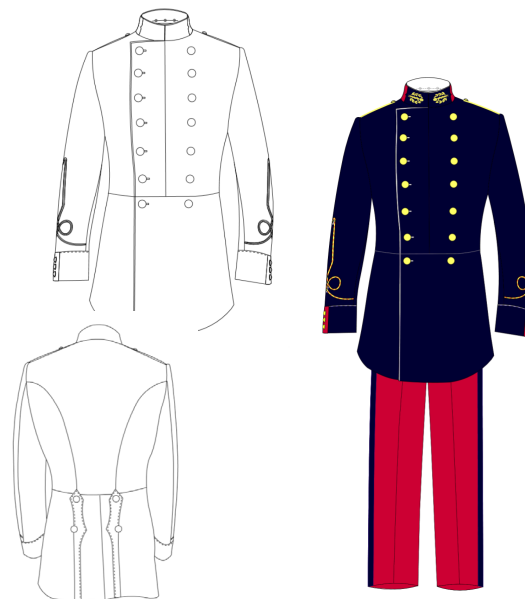
Jumelles



**Musette
1^{ers} secours**

Du prêt-à-porter, À L'HABIT MILITAIRE : rencontre avec l'unique modéliste au sein des Armées

Rédaction et illustrations : CR1 Émilie ROBLOT



Donner vie à vos tenues de combat et vos uniformes. C'est le métier de Jean-Marie, modéliste au service des armées depuis trente ans. Cette profession, il l'exerce au sein du centre interarmées du soutien Equipements Commissariat (CIEC), l'organisme du Commissariat des armées qui équipe et habille les armées françaises. Du prêt-à-porter féminin puis masculin, à l'habillement militaire, de l'habit futile à l'habit utile, Jean-Marie nous a ouvert les portes de son atelier pour découvrir son métier, unique au sein des armées. Rencontre.

Ses débuts dans la mode

« J'ai toujours été passionné par la création et la mise en volume des matières. Plus jeune, je dessinais déjà des vêtements inspirés des bandes dessinées ». Cette passion pour l'habillement a poussé Jean-Marie à réaliser un CAP dans l'industrie de l'habillement puis un BEP : « J'ai appris à concevoir et à grader sur des vêtements féminins, c'est-à-dire de créer une gamme de taille complète. Puis, j'ai très vite compris que si je voulais continuer dans la conception, je devais acquérir un brevet de technicien ». Après l'obtention d'un BTS, Jean-Marie a décroché un poste chez Weil, l'une des plus grandes entreprises françaises de prêt-à-porter masculin : « J'exerçais au sein du bureau méthodes mais finalement, c'était tout ce que je détestais ». Le bureau des méthodes a pour objectif de définir tous les

processus de production afin d'améliorer la productivité. En bref, c'est le calcul des temps : « Je chronométrais les employés pour voir s'il n'y avait pas de gestes inutiles dans la confection des articles. Plus j'évoluais, plus je m'éloignais de ce que j'avais envie de faire : créer ». Un jour, Jean-Marie rencontre le modéliste en chef de l'entreprise Weil qui lui proposa de travailler avec lui : « il m'avait dit que j'avais ce petit quelque chose ». Trois ans plus tard, le licenciement de son directeur technique l'a poussé à s'ouvrir à de nouveaux horizons : « Un jour par hasard, je tombe sur la revue professionnelle *« Le journal du textile »*. Je vois que le ministère de la Défense recherchait un modéliste patronnier et gradeur. Je me présente donc à Saint-Cloud puis je suis rapidement embauché ».

Trente ans plus tard, Jean-Marie revient sur la raison pour laquelle il a choisi d'exercer son métier au sein du ministère des Armées : « Au début de ma carrière de modéliste, je faisais ce qu'on me demandait de faire. Puis un jour, j'ai eu un déclic : j'étais au service de celui qui va sur le terrain. Cette révélation m'a permis de prendre plus de liberté ».

Un métier technique qui demande patience, recherche et passion

Donner vie à une idée, là où il n'y a pas encore de dessin : c'est le métier de Jean-Marie. « Tout émerge d'une demande des Armées, directions et services du ministère des Armées. De l'expression du besoin des armées naît une étude qui rassemble une équipe technique composée d'un technicien du CIEC et d'une ou plusieurs personnes représentant les « utilisateurs

». En quelques réunions, le contour de l'étude se dessine et le projet à confectionner est exprimé sur une fiche de travail qui devient le fil conducteur de l'étude. Je vais échanger avec les utilisateurs, réaliser des maquettes et faire des essais au porter sur un panel. Je conçois le squelette du produit en vue de produire en série le nouvel article ».



Mes outils, ce sont des mannequins

Concrètement, comment ce squelette est-il construit ? « Mes outils, ce sont des mannequins. Je vais trouver la forme la plus adéquate sur le mannequin avant de pouvoir réaliser une première toile et la présenter au technicien en charge de l'étude. Ensuite, je démonte la forme du mannequin pour la mettre sur papier afin de prendre les mesures qui sont ensuite reportées sur un logiciel qui permet d'une part, de tracer point par point la forme du vêtement et d'autre part, de créer la graduation du vêtement et de vérifier qu'il est harmonieux ». Échanger avec l'utilisateur et se mettre à sa place est une

étape essentielle dans le travail de conception de Jean-Marie : « Lorsque j'ai créé la tenue pour les démineurs, je me suis rendu au service déminage pour observer comment les démineurs se mouvaient. J'ai moi-même essayé la tenue pour me mettre dans la peau de celui qui va la porter. Le casque était tellement lourd que lorsque le démineur se penche, le casque pèse sur la tête. J'ai donc mis un élastique sur l'arrière du crâne pour parfaire le maintien ».

Une fois les essais réalisés, la maquette est finalisée avec les composants et les matières définitives ou approchantes, et une recherche d'allocation de matière est effectuée : « Cette étape, réalisée par une prototypiste du bureau confection du CIEC, permet d'imbriquer informatiquement toutes les pièces du vêtement afin d'optimiser le métrage de tissu ». L'objectif de cette étape est de vérifier la « confectionnabilité » de l'article et ainsi, savoir si l'industriel est en mesure de faire ou pas une



grande série ». Toutes les pièces composant le prototype sont ensuite découpées sur une machine qui réalise le tracé sur papier puis la découpe du tissu. Ensuite, les couturières prototypistes du CIEC assemblent le vêtement qui servira au demandeur pour évaluation au travers de tests terrain. « *Il m'arrive de réutiliser une base d'étude que j'ai menée sur un produit et qui a fait ses preuves, pour développer un autre produit. [...] Il y a bien deux jours de cogitation et d'imagination. Je ne rentre pas chez moi tranquille* ».

Treillis F3 : trois ans de conception

Le treillis F3 tel que nous le connaissons aujourd'hui, est presque similaire à la première maquette proposée par Jean-Marie. « *Nous avons fait fabriquer à l'atelier une gamme de tailles complète, puis nous avons effectué des essais au porter dans 3 régiments de l'armée de Terre accompagnés des représentants de sa section technique sur tous les types de morphologies et suivant différentes configurations comme par exemple les interfaces avec les sous-vêtements grand froid, les gants, les genouillères, le gilet pare-balle. Nous prenions les mesures du groupe test pour distribuer la chemise et le pantalon dans la bonne taille et vérifions que sur chaque mouvement, l'aisance était suffisante. Cela nous a fait évoluer sur l'emplacement du renfort pour le genou sur le treillis de combat. Quand un soldat se met à genou, le vêtement remonte. Il faut donc placer le renfort en-dessous du genou pour qu'il tombe correctement sur le genou lorsque la jambe est pliée* ». Au total, il a fallu trois années pour concevoir le treillis F3, réaliser les tests terrain dans diverses régions et valider le prototype final.

S'adapter aux « clients »

Nombreux sont les projets sur lesquels travaille actuellement Jean-Marie. Au profit du service de santé des armées, il peut en citer deux : des harnais portatifs pour transporter les brancards et la remise en service d'une tenue historique. « *Je dois trouver des techniques pour industrialiser une tenue historique jusqu'alors faite à la main puis je vais devoir l'adapter aux morphologies actuelles. C'est un véritable challenge* ». En parallèle, Jean-Marie travaille sur une combinaison destinée aux pilotes d'engins blindés : « *J'ai créé cette combinaison en 1996 avec des contraintes qui m'avaient été imposées à l'époque. Aujourd'hui, mes méthodes ont légèrement changé. L'objectif est d'utiliser le tissu bariolage multi-environnement (BME) et d'adapter le modèle avec les nouvelles matières existantes*

sur le marché pour remplacer par exemple les « smocks » [ndlr : en couture et dans l'industrie du textile, les smocks sont des fronces piquées sur l'endroit du tissu et plaquées sur une nappe de maille élasthanne permettant de donner de l'élasticité à un tissu]. L'inconvénient des smocks est qu'ils tiennent chaud. J'ai cherché un moyen de les supprimer et d'ajuster la combinaison afin d'obtenir une meilleure mouvance ». Jean-Marie a également travaillé sur une combinaison adaptée à la morphologie féminine¹ : « *Lorsque j'ai rendu visite aux utilisateurs, il y avait un personnel féminin et c'est ainsi que l'idée de développer une version adaptée à sa morphologie est devenu une évidence. J'ai donc commencé à travailler sur la base de la combinaison masculine pour réaliser des ajustements. Le résultat était très probant puisqu'elle en était satisfaite. C'est pourquoi nous travaillons aussi sur la conception de combinaisons pour les pilotes de Rafale hommes et femmes* ».

« *Si j'avais un conseil aux jeunes qui étudient dans l'industrie du textile serait le suivant : c'est l'utilité et non la futilité qui compte. En travaillant ici, je me suis rendu compte que concevoir un produit utile, c'est se rendre utile auprès des autres* ».

¹ Quelques années après sa prise de fonction au ministère des Armées,



pour compléter sa formation en modéliste masculin et pour répondre à la féminisation accrue dans les armées, Jean-Marie a suivi plusieurs modules pour parfaire ses connaissances dans la conception des vêtements féminins avec, à la clé, l'obtention d'un diplôme de modéliste dame.

Le SCAvriez-vous : pourquoi y-a-t'il des bretelles sur le pantalon de treillis ?

Au démarrage de l'étude et en raison de la difficulté à repérer les articulations, le service de santé des armées a recommandé l'ajout de poches au niveau des genoux et des coudes pour y insérer des protections balistiques. Cependant, en dynamique, les protections cognent particulièrement fort sur les articulations. Des bretelles ont

donc été ajoutées pour maintenir le pantalon et éviter les à-coups. « *Les premières bretelles étaient difficilement réglables car, en fonction de la hauteur du buste de l'individu, la plage de réglage était parfois trop petite ce qui n'était pas optimal. J'ai donc trouvé un système d'élastique pour apporter plus de confort* ».



Les célèbres tenues d'un travailleur de l'ombre

« *Lorsque le général Jean-Louis Georgelin était chef d'état-major des armées, sa tenue, qui avait été réalisée en demi-mesure industrielle à l'occasion du défilé du 14 juillet, ne lui allait pas. Pour rattraper le coup, on m'a demandé en urgence de la réaliser moi-même. Je suis modéliste et non maître-tailleur mais lorsque j'ai rencontré cet homme, son incroyable gentillesse et sa bienveillance m'ont mis à l'aise et m'ont permis de concevoir de toute*

pièce sa veste de défilé. [...] Lors d'une autre édition du 14 juillet, j'ai vu à la télévision un jeune officier, portant la tenue de l'EMAC (Ecole militaire des aspirants de Coetquidan) que j'avais moi-même créée, demander en mariage une jeune femme, c'était magnifique ! C'est une fierté personnelle car je travaille dans « l'ombre » pour améliorer chaque jour les tenues des trois armées et services interarmées ».



AGENDA

- 1-2-3 avril : SOFINS (salon des forces spéciales) - Camp de Souge
- 21 mai : journée des prescripteurs/fournisseurs - CIEC, Rambouillet
- 14 juillet : défilé de l'école des commissaires des armées et du GSC Île-de-France et déploiement d'un stand Commissariat des armées dans les jardins Nord des Invalides

SANTÉ • PRÉVOYANCE
PRÉVENTION • ACTION SOCIALE
SOLUTIONS DU QUOTIDIEN



Bien plus
qu'une mutuelle

“BIEN PLUS QU'UNE MUTUELLE À MES CÔTÉS, UNE ALLIÉE DANS TOUTES LES ÉPREUVES”

Avec Unéo, sécurisez votre avenir,
quoi qu'il arrive.
Pour tout savoir sur les solutions mises
en place dans l'exercice de votre métier,
scannez ce QR code.



S'engager auprès
de ceux qui se mettent
au service des autres,
c'est ça être
assurément humain.



Assurément
Humain



GMF ASSURANCES - Société anonyme au capital de 181 385 440 euros entièrement versé - Entreprise régie par le Code des assurances - R.C.S.
Nanterre 398 972 901 - APE 6512 Z - Siège social : 148, rue Anatole France 92300 Levallois-Perret. @Julien Magre